

L'Orient-Le Jour

Samedi 12 avril 2025

Quotidien libanais indépendant

www.lorientlejour.com



1975-2025
50 ans après...

1967-1975

Les prémices du désastre libanais

La mémoire d'avant-guerre est souvent réduite au mythe d'un âge d'or. Occultée, méprisée, peut-être aussi réécrite, elle est pourtant la clé permettant de démêler la suite. Mais jusqu'où remonter ?

Stéphanie KHOURI

Juin 1972, Hasbaya. Un groupe de jeunes parade sur un amas de décombres. Le plus petit est encore un enfant. Il joue avec ses mains, le regard perdu. Les grands discutent au milieu des ruines. Ils sont venus constater les pertes. Ou sauver ce qui peut l'être ? Un souvenir, une photo, une médaille. Après quatre heures de pilonnage intensif, le bruit des bombes s'est tu. « Un carnage en guise de représailles », constate *L'Orient-Le Jour*. L'offensive israélienne entend venger l'attentat contre l'aéroport de Lod, dans la banlieue de Tel-Aviv, perpétré quelques semaines plus tôt par trois Japonais de l'Armée rouge. Nous sommes près de trois ans avant l'étincelle d'avril 1975 qui donnera le coup d'envoi du conflit de quinze ans. Pourtant la vie a déjà un goût de cendre. Dans ce village du Liban-Sud, les voitures calcinées, les tanks déployés, les ponts éventrés font partie du paysage. Jabal Amel est un champ de bataille. Les milices palestiniennes y ont élu domicile dès le début des années 1960 – bien avant la défaite de 1967, l'accord du Caire (1969) et l'expulsion des fedayin de Jordanie (1970). Pour les contenir, l'aviation israélienne, qui règne en maître, et l'armée libanaise, qui fait ce qu'elle peut.

Ailleurs dans le pays, un autre Liban détourne le regard, absorbé par le faste d'une époque qui autorise encore l'insouciance. « Pour beaucoup, la vie continue », note l'historienne Dima de Clerck. Plaque tournante financière, politique et culturelle, Beyrouth est au sommet de sa gloire. Cinémas, médias, théâtres, banques : tout se développe à un rythme effréné. Entre 1950 et 1974, la croissance du pays atteint une moyenne annuelle de 7 %. Et tandis que les villégiateurs du Golfe viennent dépenser leurs pétrodollars, les élites arabes chassées par le triomphe du dirigisme trouvent refuge dans le libéralisme débridé de la capitale libanaise. Malgré le statu quo institutionnel, la vie politique connaît aussi un vent de renouveau. À Beyrouth et à Tripoli, des représentants de la tendance nassérienne et du parti Baas font pour la première fois leur entrée au Parlement lors des législatives d'avril 1972. Surtout, l'arrivée de Sleiman Frangié à la présidence en 1970 réveille une scène nationale assoupie par plus d'une décennie de chéhabisme. Lorsqu'elle est convoquée, la mémoire d'avant-guerre est souvent réduite à cette effervescence. Le mythe d'un âge d'or, une image d'Épinal, à jamais englouti par la bascule du 13 avril.

Un drame ordinaire

Ce jour-là, la sentence tombe. La déflagration touche l'ensemble du pays avec une intensité qui ne laisse plus de place au doute. La guerre civile est là, elle en aura rapidement le nom, malgré les euphémismes de langage qui continuent à parler d'« événements ». À bien des égards pourtant l'attaque d'un bus palestinien à Ain el-Remmané ce dimanche-là est un drame ordinaire. Un de plus dans une longue série noire qui comprend les événements de Saïda (fé-



Illustration Jaimee Lee Haddad

vrier 1975, une quinzaine de morts), la crise de mai 1973 (plus de 200 morts), l'incident de Kahalé (mars 1970, 9 morts) ou celui d'avril 1969 (une vingtaine de morts). Le quotidien des années d'avant-guerre est aussi ponctué de mouvements sociaux qui dégénèrent (les fameuses grèves des usines Ghandour et de la Régie des tabacs en 1972-1973), d'échauffourées violentes et de manifestations étudiantes qui prennent une tournure sanglante. « Les grabuges ont commencé dès 1965-1966, quand la gauche a pris le pouvoir dans les universités francophones, traditionnels bastions du souverainisme chrétien », se souvient Anne Frangié, veuve de l'intellectuel décédé Samir Frangié, alors étudiante en sociologie à l'École des lettres, et engagée dans les rangs de la gauche estudiantine. Entre deux crises, une opération commando israélienne (raid contre l'aéroport de Beyrouth en 1968 ; opération printemps de la jeunesse à Verdun en 1973) rappelle la suprématie militaire de ceux qui sont déjà les véritables maîtres des lieux. Dans l'antichambre du désastre, tout ressemble à la guerre mais rien n'en porte le nom.

Pourquoi ? Les morts de l'avant-guerre sont-ils moins morts que les autres ? Dans le tumulte régional des années nassériennes, le dossier libanais ressemble à une note de bas de page. De la prise de pouvoir du Baas en Irak et en Syrie (1963), à la guerre de juin (1967) en passant par la disparition du raïs égyptien (28 septembre 1970), aux massacres de septembre noir (1970) ou au coup d'État de Hafez el-Assad (13 novembre 1970), les secousses internes font pâle figure à côté des convulsions extérieures. Les élites libanaises ont aussi pris l'habitude de négliger ce qui se joue aux marges du pays. « La série de violences s'étalant de 1967 à 1975 est moins étudiée, et en partie évincée de la mémoire collective, parce qu'une bonne partie se déroule à l'extérieur

de Beyrouth, dans le Sud ou dans des quartiers périphériques », note Nathaniel George, professeur de politique moyen-orientale à la SOAS (School of Oriental and African Studies, Londres). Occultée, méprisée, peut-être aussi réécrite a posteriori pour mieux épouser le mythe d'un Liban perdu, l'avant-guerre est pourtant la clé permettant de démêler la suite.

Mais jusqu'où remonter ? Pour certains historiens, dont Dima de Clerck, le conflit libanais s'inscrit dans une « généalogie traumatique » prenant racine dans les massacres druzo-chrétiens du Mont-Liban ottoman à la fin du XIXe siècle (1841-42 ; 1845 ; 1860). Un continuum de la violence caractéristique des guerres civiles. Sans date de naissance tranchée, sans véritable fin aussi, ces états d'opposition appartiennent au temps long de la maturation politique, lorsque les empires se transforment en États-nations. Dans le cas libanais, cette transition se heurte dès le départ à deux conceptions antinomiques de la souveraineté. La première, arrimée au particularisme libanais, est portée par les chantes du souverainisme. La seconde, aspirant à rejoindre tout ou partie du corps arabe, est revendiquée par les unionistes et les nationalistes arabes.

Polarisation

S'il est impossible d'évacuer cette ligne de fracture issue des premières années de l'idée libanaise, la séquence de l'après-indépendance est tout aussi centrale pour retracer l'itinéraire ayant mené à un point de non-retour en 1975. « Presque immédiatement après 1943, une grave polarisation s'opère entre différentes tendances politiques, également liées à des dynamiques internationales ayant cours dans le cadre de la guerre froide », note Nathaniel George. Premier point de bascule faisant office de rupture, l'année 1958. Quelques mois

après la proclamation de la République arabe unie, les milices nationalistes demandent le rattachement à Damas. Assassinats ciblés, manifestations, attentats... Six mois durant, une violente crise opposant loyalistes et insurgés menace le pays d'implosion. D'un côté, le camp pro-occidental du président Camille Chamoun, qui brigue un second mandat ; de l'autre, une alliance hétéroclite incluant les forces panarabistes mais aussi le Parti socialiste progressiste de Kamal Joumblatt. Pour beaucoup, ce sera la « répétition générale » avant la déflagration de 1975. La crise se solde par une intervention de Washington, la première dans la région, l'envoi de quelque 14 000 GI permettant un retour au calme puis l'élection de Fouad Chehab à la présidence.

L'épisode laissera des séquelles. Malgré l'entente scellée entre maronites et sunnites, ouvrant la voie à l'indépendance, il est désormais clair que des divergences de fond persistent, notamment sur la question de la parité islam-chrétienne et de la politique étrangère. La Constitution de 1926, puis le pacte national de 1943, donnent la main haute aux maronites, qui disposent de la présidence de la République, du commandement général de l'armée et de la gouvernance de la banque centrale. Dans ce contexte, « le nationalisme arabe était devenu une façon de revendiquer des droits et de mettre à mal le maronitisme politique », note Dima de Clerck. En entamant une série de réformes sociales et économiques, le mandat Chehab permet une brève éclaircie. « Tandis que la plupart des revendications avaient été jusque-là refusées, une légère déviation s'opère sous cette présidence qui prend en charge des projets de développement publics, irritant de ce fait les vieilles élites qui avaient bien plus à gagner dans la poursuite du clientélisme politique », note Nathaniel George.

La parenthèse sera de courte durée. D'abord en raison des limites du chéhabisme qui, tout en s'efforçant de promouvoir une meilleure distribution des ressources, ne parvient pas à peser sur les impasses institutionnelles et les frustrations politiques. Ensuite parce que le Liban est rapidement débordé par un contexte régional enflammé qui rend le débat caduc. L'année 1967, celle de la grande défaite arabe face à Israël, bouleverse toute la donne. Elle est fréquemment considérée comme le « point de départ de la déliquescence » libanaise, rappelle Dima de Clerck. La fin du nassérisme flamboyant, le désenchantement des armées arabes, l'afflux de nouveaux réfugiés, l'omniprésence de la question palestinienne emportent le pays dans une nouvelle ère. Aux yeux des nationalistes arabes, les fedayin sont les nouveaux héros. Surtout, l'accord du Caire, conclu le 3 novembre 1969, entérine la présence arabe palestinienne sur le territoire libanais. Et gonfle les angoisses existentielles de certains, qui craignent l'engrenage dans un conflit avec Israël dont ils ne veulent pas (la fameuse « guerre des autres ») et le chamboulement des équilibres démographiques. « Beaucoup de chrétiens étaient obsédés par la peur que les Palestiniens s'approprient le pays, la rumeur voulait alors que le Liban fasse office de patrie de rechange... » se souvient Issa Goraieb, journaliste au quotidien *Le Jour* à la fin des années 1960 et ancien rédacteur en chef de *L'OLJ* de 1977 à 2003. La séquence marque le début de l'âge d'or des milices palestiniennes au Liban – et le prélude de la guerre du Liban aux yeux des chrétiens.

Radicalisation des esprits

Aux mutations politiques s'ajoutent

L'ÉDITO

La guerre est finie... vive la guerre ?

Élie FAYAD

Il y a près de 35 ans, le dernier chapitre de la guerre libanaise se refermait abruptement et un peu bêtement avec l'entrée des troupes syriennes au Palais de Baabda, puis le départ prévisible du général Michel Aoun vers son exil parisien. Beaucoup l'avaient prévenu de cette inéluctable issue en l'exhortant de faire le nécessaire pour sauver ce qui pouvait encore l'être, mais toutes les tentatives en ce sens sont restées vaines. La séquence devait clore quinze années de combats, de tueries, d'enlèvements, d'attentats, de bombardements, d'invasions, de guerres, de face-à-face stériles et d'absurdités en tous genres, en même temps qu'elle inaugurerait quinze années de domination implacable du régime Assad sur le pays du Cèdre.

L'un des premiers actes de cette tutelle et des autorités qui en dépendaient fut de faire voter par les députés libanais une loi d'amnistie couvrant les crimes de la guerre. En réalité, il convient de parler ici d'une loi d'« amnésie » dans la mesure où il n'y était pas question de pardonner des méfaits après en avoir identifié les suspects et désigné les coupables. Non, il s'agissait plutôt de maintenir le flou sur les événements et sur les responsabilités des uns et des autres, de manière à barrer la voie à tout travail de documentation et de mémoire qui aurait pu au final contribuer à l'écriture d'une histoire plus ou moins unifiée et apaisée du conflit et donc à en comprendre collectivement les causes et en tirer les leçons. Ainsi, à l'ère du fracas des armes succèdera le temps des bouches cousues et des chemins balisés par le marionnettiste de Damas.

Le 26 avril 2005, l'armée de Hafez el-Assad se retire, penaude, du Liban ; non pas à la suite d'une défaite militaire, mais plutôt d'une claque politique qui lui est administrée par une immense coalition rassemblant près des deux-tiers du peuple libanais et bénéficiant du soutien actif de la communauté internationale. Ce séisme a lieu 71 jours après l'attentat qui a coûté la vie à Rafic Hariri, l'homme qui croyait pouvoir émanciper son pays en transformant le régime syrien plutôt qu'en l'affrontant ;

et 43 jours après la gigantesque manifestation du 14 mars, la plus grande de l'histoire du Liban, placée sous le slogan « Syrie dehors ».

Ces événements auraient-ils pu être l'occasion d'un réveil permettant aux Libanais d'établir enfin l'inventaire de leur guerre pour en guérir définitivement ? C'était sans compter sur les mauvaises pratiques politiques traditionnelles, lesquelles feront très vite perdre la boussole ; mais aussi et surtout sur l'attitude du tiers (chiite) restant du peuple libanais, qui était encore, lui, dans le temps de la guerre et allait y rester au moins jusqu'au 27 novembre 2024...

Aujourd'hui, un demi-siècle après le double incident de Ain el-Remmané (celui qui a marqué la cérémonie d'inauguration d'une église, qu'on a parfois tendance à oublier, et celui du bus palestinien), où en est-on au juste ? Eh bien, au même endroit, pour ainsi dire ! Bien sûr, beaucoup de choses, de données fondamentales, sans parler du contexte général, ont changé dans l'intervalle. Citons-en trois au moins : sous l'impulsion notamment du haririsme politique, la communauté sunnite est, parmi toutes, celle qui aura parcouru le plus long chemin, passant d'un rejet latent de l'entité libanaise à l'adhésion plus ou moins franche au concept de « Liban d'abord » ; les chrétiens et les druzes paraissent dans l'ensemble fortement attachés à leur réconciliation scellée en 2001 (à l'exception de certains « fouilleurs de tombes », selon l'expression libanaise consacrée) ; et le pays du Cèdre a cessé il y a déjà des lustres d'être le terrain de jeux privilégié pour les règlements de comptes interarabes. Pour autant, l'absence de travaux de mémoire, synonyme de stagnation institutionnelle, d'un côté, et de l'autre, la longue satellisation du Liban par l'Iran et les désaccords profonds et souvent vus sur la manière de gérer le conflit avec Israël, agissent comme des facteurs d'hibernation. Mais ce constat ne doit pas pousser à sombrer dans un pessimisme noir. Les évolutions géopolitiques des derniers mois font renaitre l'espoir, même si les Libanais sont loin d'avoir été les acteurs des changements survenus. Pour peu qu'ils saisissent l'occasion ouverte, ils entreront enfin dans le temps de la paix.

des transformations sociales qui favorisent la mobilisation des Libanais. Une partie du pays, notamment dans les régions périphériques et à l'intérieur des « ceintures de misère » de la capitale, est exclue de l'essor économique dont bénéficie une certaine bourgeoisie urbaine. Certes, les réformes chéhabistes ont permis la généralisation de l'éducation, y compris dans les régions les plus marginalisées. Entre 1960 et 1970, le niveau de vie progresse de 44 % au Liban-Sud, de 40 % au Nord-Liban, et de 15,6 % à la Békaa. Mais l'ascension sociale encourage dans le même temps une plus grande politisation des communautés, notamment chiites, à travers l'émergence de nouveaux partis, dont le mouvement des déshérités emmené par Moussa Sadr qui cultive l'analogie entre la marginalisation historique des chiites et celle des Palestiniens, « les déshérités sur leur terre et les déshérités de leur terre ». Les laissés-pour-compte de l'âge d'or libanais exigent des changements. Ils trouveront un relais de poids dans la jeunesse des campus, dont une partie est issue des grandes familles de la capitale.

À l'Université Saint-Joseph, à l'Université libanaise ou à l'AUB, l'atmosphère est électrique. Les soulèvements de mai 1968 qui secouent la rue occidentale sont suivis de près. Dans ce Liban en pleine ébullition, on débat de justice sociale, de réformes, d'impérialisme occidental, mais aussi du rôle de l'armée et de la nécessité de défendre l'intégrité territoriale. À l'occasion, ces face-à-face se muent en altercations physiques. « Je me souviens du premier affrontement dont j'ai été témoin, en 1968. Nous avions été agressés par feu Bachir Gemayel et ses hommes de main, qui nous ont tabassés. Il n'y avait pas d'armes, simplement des bâtons. Mais les forces de sécurité avaient été obligées d'intervenir et de fermer l'école », raconte Anne Frangié.

Dans ce contexte de radicalisation des esprits germe l'idée, lentement mais sûrement, d'une militarisation des partis. À l'ombre d'un Liban qui refuse encore de regarder la réalité en face, les leaders recrutent, s'équipent et s'entraînent jusqu'à diriger à la veille de la guerre des quasi-milices. C'est le cas notamment des Kataëb, du Parti national libéral, des Gardiens du cèdre (Horas el-Arz), mais aussi du PSP et des premières unités chiites, sous le leadership de Moussa Sadr. Ce dernier « sollicite l'aide de l'État et notamment de l'armée dès 1970, afin qu'elle prenne en charge directement l'entraînement des habitants du Sud-Liban alors que les attaques israéliennes devenaient croissantes et de plus en plus

coûteuses », note Tristan Hillion-Launey, doctorant en histoire à l'EHESP, auteur d'une thèse sur le mouvement Amal. « Après avoir fait face à une fin de non-recevoir de la part du président Frangié, Moussa Sadr prend en charge lui-même la formation de ses partisans, avec le soutien de Yasser Arafat, et surtout grâce au concours de Moustafa Chamran, bras droit de l'imam et premier responsable organisationnel d'Amal (fondé en 1974, NDLR). »

La confiance dans l'État perdue, chaque partie organise sa défense avec des moyens limités, souvent grâce aux réseaux communautaires qui permettent de débloquer des fonds de fortune. Loin d'être un acteur passif face à la marche accélérée de l'histoire, le pouvoir central joue pourtant un rôle critique dans cette militarisation. « Tandis que le président Frangié refuse d'armer les habitants des villages frontaliers, il facilite dans le même temps l'acheminement d'armes aux Phalangistes et aux Tigres du PNL », poursuit Tristan Hillion-Launey. Année après année, les lignes de fractures qui déchirent la société s'étendent également à l'armée. « Si elle continue de jouir d'une certaine autorité, l'armée est de plus en plus associée à la droite chrétienne. Elle est accusée de réprimer les factions palestiniennes et de ne pas assumer ses responsabilités face à Israël par les officiers proches de la gauche, mais pas seulement. Beaucoup de jeunes cadres critiquent alors la passivité du commandement face aux incursions israéliennes du début des années 1970 », explique Jonathan Hassine, historien et auteur de *Les soldats et l'État dans le Liban en guerre* (Presses universitaires de France, 2025).

Le déni des élites, l'échec des politiques, la radicalisation des esprits, la détermination des partis-milices à s'armer, l'ambivalence de l'armée... S'il est important de convoquer ces pans de l'histoire, c'est aussi pour rappeler, au-delà des causes structurelles, le poids des choix qui ont été faits et la responsabilité qui pèse sur les individus. Le conflit qui débute le 13 avril 1975 est « la troisième guerre civile majeure de l'histoire du Liban moderne après 1840-1860 et 1958 », souligne Dima de Clerck. Mais elle n'était pas inévitable. Et rien n'était écrit à l'avance.

Sources :

Dima de Clerck et Stéphane Malsagne, *Le Liban en guerre. De 1975 à nos jours*, Gallimard Folio Histoire, 2025

Samir Kassir, *La Guerre du Liban – De la dissension nationale au conflit régional* (1975-1982), Actes Sud Sindbad, 2019



ÉDITIONS SPÉCIALES

50 ans de la guerre du Liban (1975-1990) : quel avenir pour le pays ?

Lundi 14 avril sur France 24
en français, en anglais et en arabe

en partenariat avec





TÉMOIGNAGES

La génération post-Taëf ne veut pas entendre parler de la guerre civile

Alors que le Liban commémore le cinquantième anniversaire de la guerre civile, la nouvelle génération est confrontée à des récits fragmentés, fluctuant selon les régions, les familles et les communautés.

Marguerita SEJAAN

Depuis son appartement à Sarba (Kesrouan), Daniella Abou Haidar, 26 ans, confesse qu'elle « ne sait rien sur la guerre civile ». Elle n'aurait même jamais songé à interroger sa famille sur le sujet – jusqu'à ce qu'on le lui demande. « La guerre civile a commencé le 13 avril 1975, lorsque des factions palestiniennes ont tenté d'assassiner Pierre Gemayel », lui explique son oncle au téléphone – seule interprétation crédible jusque-là, estime-t-elle.

De l'autre côté de ce qui était autrefois des lignes de démarcation, Abdallah el-Bakkar, 25 ans, originaire de Tripoli, confirme le diagnostic depuis un café beyrouthin. Lui non plus « ne sait rien ». « Je ne pense pas que la guerre civile ait commencé un jour précis », croit savoir Malek*, 29 ans, assis en face de lui. « La guerre était une accumulation d'événements qui se sont enchaînés. C'est comme dire que le conflit israélo-palestinien a commencé le 7 octobre 2023. »

Alors que le Liban commémore le cinquantième anniversaire de sa guerre civile, la génération post-Taëf peine encore à digérer les multiples récits familiaux pour en faire une narration cohérente. Le pays est tristement connu pour l'absence d'un véritable programme d'histoire. Tous les manuels officiels approuvés par le ministère de l'Éducation s'arrêtent à l'indépendance du Liban en 1943. Les événements récents, y compris la guerre civile, ont déserté les salles de classe.

Mémoire orale

« Des générations entières ont grandi avec des identités fragmentées », explique Élie Élias, historien et chercheur à la Lebanese American University (LAU). « Les Libanais comptent sur différentes méthodes pour préserver leur histoire, principalement la transmission orale. » Les familles partagent ainsi des récits personnels de survie, de pertes et de déplacements, qui, bien que fondés sur des faits, façonnent une version émotionnelle et subjective du passé pour leurs enfants, au lieu d'aider à contextualiser des expériences plus larges. Leurs récits réduisent une guerre de 15 ans à un seul événement, chaque région s'accrochant à sa propre interprétation basée sur son souvenir le plus brutal.

Pour Hassan*, 35 ans, originaire de Kfâr Melki (Saïda), le principal



Illustration Jaimee Lee Haddad

agresseur durant la guerre civile reste l'occupation israélienne. Ses premiers souvenirs liés à son histoire familiale sont ceux du récit de ses parents : celui de leur mariage célébré sous les bombardements israéliens.

Pour Abdallah, à Tripoli, les récits de guerre ont toujours tourné autour de l'occupation syrienne, et non des conflits communautaires. « On a rarement grandi avec un langage sectaire, surtout si l'on vient d'une famille de partisans de Rafic Hari-ri. » Cette focalisation sur un « seul ennemi » conditionne les communautés à entretenir des préjugés et des attitudes qu'elles portent tout au long de leur vie.

Nour Ammar, 22 ans, originaire de Baakline, dans le Chouf, avait 14 ans lorsqu'elle a découvert que le Liban avait traversé une guerre civile. « Ma mère s'est mise à pleurer dès qu'on a évoqué la guerre, je ne comprenais pas pourquoi. Plus tard, elle m'a expliqué que son cousin avait été tué parce qu'il était druze. » Daniella, dont la mère est issue d'une famille maronite du Chouf, elle, a grandi à l'autre extrémité du spectre. « Je visite le Chouf comme une touriste, nous n'avons plus de famille qui y vit », dit-elle, incapable même de se souvenir du nom du village natal

de sa mère. « C'est trop douloureux pour mon grand-père d'en parler. »

La plupart des récits mystifient les sectes, les régions et les groupes. Les familles libanaises emploient souvent un langage de type « nous » contre « eux », laissant certains détails ouverts à l'interprétation. Nour et Daniella n'ont jamais compris, en grandissant, pourquoi leurs parents et grands-parents fondaient en larmes ou se mettaient en colère dès qu'on évoquait le passé. Grandissant avec ce fil émotionnel fragile, elles ont estimé qu'il valait mieux arrêter de poser des questions.

Bien que la jeune génération libanaise admette ne pas comprendre ni connaître les détails de la guerre, elle sait qu'elle en porte encore les séquelles aujourd'hui – à travers la mémoire des générations plus âgées, mais aussi dans l'environnement physique. Nour se souvient de son emménagement dans un appartement à Achrafieh avec une colocataire chrétienne, où des voisins qu'elle ne connaissait pas l'interrogeaient : « Tu es la druze ou la chrétienne ? »

Ici, une fosse commune

« Les souvenirs de la guerre sont omniprésents », abonde Craig Larkin, chercheur spécialisé dans

les études mémorielles au King's College de Londres. « On les retrouve dans les anciens barrages, dans les affiches de leaders religieux et politiques dans les rues, dans la délimitation informelle des quartiers. » Les déplacements massifs de la guerre ont transformé le paysage urbain, entraînant une fragmentation communautaire des villes, villages et quartiers. C'est le cas de la banlieue sud de Beyrouth, construite par des communautés chiites fuyant l'occupation israélienne au Sud, tandis que leurs voisins chrétiens cherchaient refuge dans des régions à majorité chrétienne. Sans le savoir, chaque déplacement à travers le pays devient une immersion dans l'histoire des anciens champs de bataille. La mémoire collective, ancrée dans nos villes et dans notre subconscient, fait que les traces de la guerre « sont destinées à se répéter chaque jour », explique Larkin.

Hassan connaît Beyrouth à travers le regard du père d'un ami proche, qui a combattu aux côtés

de plusieurs factions palestiniennes pendant la guerre. « Quand je suis en voiture avec lui, chaque recoin de Beyrouth a son histoire : ici, c'était une fosse commune ; là, c'est l'endroit où ils ont tué mon ami ; là, c'est où nous nous sommes abrités. »

Nour se souvient de la guerre la plus récente, qui a duré 14 mois, entre Israël et le Hezbollah. Elle a vu des employés être expulsés d'une boulangerie près de chez elle à Achrafieh parce qu'ils étaient chiites. Le cœur brisé par les amis qu'elle savait fuir le Sud et les banlieues sud de Beyrouth, elle se demandait si elle pourrait leur offrir une chambre dans son appartement. « J'avais l'impression que mes voisins me regardaient étrangement chaque fois que j'hébergeais un déplacé », confie-t-elle, incapable d'expliquer ce sentiment rationnellement. Elle se sentait soumise à des règles tacites qu'elle ne comprenait pas, mais qu'elle savait pourtant présentes. « Il y a encore des gens qui veulent une autre guerre civile », estime pour sa part Hussein, 25 ans, de Nabatiyé. « On l'a vu lors de l'incident de Tayouné, et on l'a encore vu pendant cette guerre. »

Le 14 octobre 2021, des affrontements ont éclaté dans le quartier de Tayouné, à Beyrouth, lorsque des partisans armés d'Amal et du Hezbollah manifestent devant le Palais de justice contre l'enquête sur la double explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020. La manifestation dégénère alors en affrontements armés entre les manifestants et des résidents, supposément affiliés aux Forces libanaises, faisant sept morts et près de 30 blessés.

Pour certains, comme Hussein, entendre « l'autre version » des faits en grandissant a été un choc. Pour lui, les récits déchirants de déplacement et de survie racontés par ses parents sont à la fois un rappel de ce que sa communauté a traversé et une boussole pour avancer.

Lors d'une visite chez un ami au Kesrouan, Hussein écoutait la mère de ce dernier raconter comment elle avait passé la guerre à parcourir le pays avec la troupe de danse Caracalla. « Il m'est vite apparu que les musulmans

et les chrétiens avaient vécu deux guerres totalement différentes », dit-il. Comme beaucoup de Libanais, ces récits divergents l'ont poussé à s'attacher à sa propre narration, plutôt que de la remettre en contexte dans une perspective plus large.

Depuis des décennies, les historiens militent en faveur d'une rétrospective pluridimensionnelle de la guerre civile, à intégrer dans les programmes scolaires. « La seule manière pour le Liban de progresser est de reconnaître sa pluralité et de bâtir une identité nationale qui englobe tous ses citoyens », souligne Élias. « Puisque la guerre elle-même était à multiples facettes, son récit peut l'être aussi », abonde Larkin. Malgré des décennies d'efforts déployés par les universitaires pour que la guerre soit enseignée dans les salles de classe, ces derniers sont pourtant passés à côté du désintérêt croissant de la génération post-Taëf pour l'apprentissage du passé.

Daniella et Nour avouent ne plus interroger leurs parents sur leur passé, fatigués des récits trop chargés émotionnellement qu'elles ne trouvent pas « crédibles ». Chaque tentative pour obtenir des informations se solde par de la tristesse et de la douleur. Elles se sont progressivement désintéressées du sujet, épuisées à l'idée de raviver des blessures familiales. Abdallah, lui, refuse même de poser des questions sur le conflit toujours présent entre Bab el-Tabbané et Jabal Mohsen, à Tripoli, afin d'éviter les disputes familiales. Il estime également que sa nièce de 14 ans ne devrait rien savoir de la guerre. « Si le Liban veut vraiment avancer, il nous faut cesser d'utiliser la guerre civile pour justifier notre présent », conclut-il.

« Même s'il y a une réécriture, elle sera rédigée par des historiens laïcs de l'AUB (Université américaine de Beyrouth, NDLR) et de la LAU (Université américano-libanaise, NDLR), qui passent leur temps à Hamra et Mar Mikhaël, et qui ne sont pas représentatifs du Liban », lâche Hassan. « L'histoire ne peut être écrite que lorsqu'elle est entièrement finie », estime quant à lui Malek. « Comment peut-on écrire quelque chose sans avoir encore pris du recul ? »

LA GUERRE EN CHIFFRES



PORTRAITS CROISÉS

Ils avaient 18 ans et voulaient « défendre leur quartier »

Ils s'appellent Élie Bou Malham, vétéran des Forces libanaises, et Mohammad Ali Tayyara, ancien du Fateh. Deux hommes, deux destins, des regrets...

Caroline HAYEK

C'est l'histoire d'un môme de Hadeth qui filait en douce jusqu'à Starco pour écouter les étudiants Kataëb débattre du Liban à sauver. C'est aussi celle d'un jeune de Beyrouth, à peine plus vieux, qui a empoigné maladroitement une kalachnikov alors que les copains, eux, avaient déjà rejoint les Palestiniens. Un an à peine les sépare. Ils ne se sont jamais croisés. Pour Élie, les fedayin, avec leurs camps et leurs armes, sont une ombre qui grandit, prête à engloutir son monde. Pour Mohammad, ce sont les chrétiens qui veulent rayer le sien de la carte. Si le hasard les avait jetés l'un contre l'autre sur la ligne verte, un bout de ferraille ou une balle aurait tranché : l'un serait tombé, l'autre aurait continué, les mains tachées.

Cinquante ans après, vouloir confronter leurs récits pour décrypter cette guerre qui a dévoré ses propres enfants n'a rien de nouveau. D'autres ont témoigné avant eux, et d'autres le feront encore. Leur vision n'a pas toujours été la même, mais ils s'époumonent aujourd'hui à dire « plus jamais ça ».

Si leurs débuts diffèrent, la mécanique est presque similaire. Les deux jeunes se nourrissent de discours identitaires, se reconnaissent en ces voisins et amis qui viennent grossir les rangs des partis. À la maison, la cause palestinienne est « omniprésente et juste », chez l'un comme chez l'autre. « Mais ce qu'ils ont fait au Liban, ça, pour moi, c'était inacceptable », raconte Élie Bou Malham.

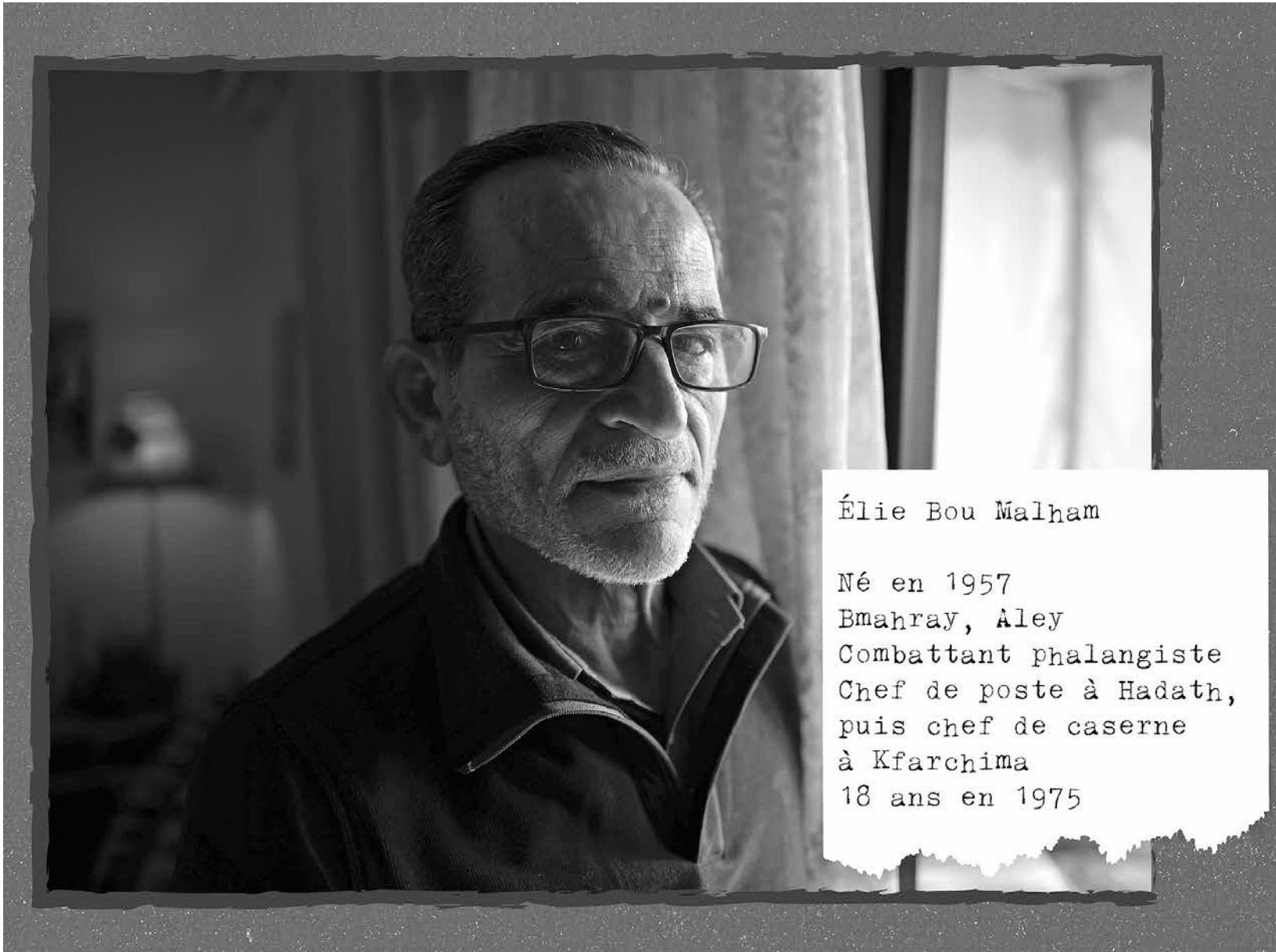
Il a 15 ans, 16 peut-être, lorsqu'il découvre les jeunes phalangistes, en 1973. Quand la guerre éclate deux ans plus tard, ses parents ne savent rien de son engagement. Il rentre tous les soirs à la maison pour ne pas éveiller les soupçons. Voir son père et les voisins âgés faire des rondes le soir entre les immeubles du quartier le conforte dans son choix. Il se battra.

Mohammad Ali Tayyara, lui, raconte n'avoir « pas vraiment choisi ». C'est l'année du bac, et des amis l'entraînent. On lui fait porter des vêtements militaires, lui apprend à se servir d'une arme. Le voilà engagé au Fateh. « J'étais contre l'occupation israélienne et je soutenais les Palestiniens pour la libération de leur terre. Mais j'étais déjà convaincu que c'était à eux de le faire et non pas à nous », raconte Mohammad. « Je devais défendre mon quartier », justifient les deux hommes rencontrés séparément.

Des forteresses aux mains des uns puis des autres

À 18 et 19 ans, ils endossent un rôle d'adulte dans un contexte qui les dépasse. Et se voient confier rapidement des responsabilités. Élie devient chef de poste à Hadeth, alors que Mohammad rejoint les forces d'élite, envoyées pour des missions commandos en amont des combats. Entre octobre 1975 et mars 1976, un premier conflit urbain oppose les milices chrétiennes, principalement les phalangistes, au Mouvement national libanais (MNL, dirigé par Kamal Joumblatt, regroupant plusieurs factions, dont des Palestiniens), dans le quartier des grands hôtels du centre-ville. La division de la ville devient physique. Des bâtiments comme le Holiday Inn ou le Saint-Georges deviennent des forteresses aux mains des uns puis des autres. Mohammad participe à l'offensive finale en mars 1976. « Les snipers tuaient les enfants qui rentraient de l'école, cette vision m'était insupportable », raconte-t-il. Le camp palestinien progressiste prend d'assaut la zone, qui tombe entre ses mains. Mais ce n'est pas ça que l'ancien combattant veut raconter. Ni ses « batailles » ni ses « exploits ». Il a depuis longtemps abandonné cette hubris, dit-il, qui l'habitait jeune homme. Comme pour Élie, les mots sont choisis. Des décennies d'introspection ont fait leur chemin. Leurs silences et leurs souffles parlent plus fort que les souvenirs qu'ils choisissent de livrer. Mohammad l'a d'ailleurs annoncé avant l'interview : il ne parlera pas des « opérations sensibles ».

En 1976, Élie dirige un poste phalangiste à Hadeth, sous les pluies de roquettes lancées par les forces palestiniennes. Il voit dans ces combattants des envahisseurs cherchant à faire du Liban un pays de rechange. Grièvement blessé à la tête, il passe par plusieurs opérations chirurgicales et des mois de convalescence. Revenu sur le terrain, il contribue à la création des Forces libanaises sous l'impul-



sion de Bachir Gemayel et de son frère Amine, avec une caserne à Kfarchima dont il prend la charge un peu plus tard. « Les Palestiniens étaient très entraînés et avaient des armes dont nous ne disposions pas au début », se remémore-t-il.

Mohammad, « Nidal » de son nom de guerre, appartient alors aux 40 % de Libanais dans les rangs du Fateh. Beaucoup s'y trouvent plus pour la « paye » que par foi. « On disait même "la résistance jusqu'à la fin du mois", plaisante-t-il.

Les missions secrètes dans lesquelles il s'engage sont directement orchestrées par Arafat, alias « Abou Ammar », toujours en mouvement entre deux planques. Mohammad soupçonne des infiltrés dans l'entourage du leader, persuadé que les Israéliens auraient pu l'éliminer sans mal s'ils l'avaient voulu. À l'époque, le jeune combattant croit en la cause, mais le recul lui fait juger sévèrement ces années sous commandement palestinien. Il évoque des « erreurs, des enlèvements », avant de s'arrêter net. « L'ingérence des Palestiniens dans les affaires li-

banaises reste une faute majeure : ils n'étaient que des invités, pas des maîtres », lâche-t-il.

« Un reflet du régime de Damas »

La Syrie de Hafez el-Assad s'invite dans le maelström libanais. En juin 1976, face à l'avancée du Mouvement national libanais et de l'OLP, qui risquent de faire basculer le pouvoir maronite et de transformer le Liban en fief palestinien, Damas envoie 30 000 soldats. Sous

le couvert de la « Force arabe de dissuasion » (FAD), approuvée par la Ligue arabe, cette intervention doit rétablir un semblant d'équilibre. Les Syriens, entrés au Liban à la demande des chrétiens avant de se retourner plus tard contre ces derniers, s'allient aux milices chrétiennes à l'été 1976 pour écraser le camp palestinien de Tall el-Zaatar.

Élie et Mohammad partagent une même haine pour ces soldats syriens qui soutiennent un jour, trahissent le lendemain, et écrasent sans distinction. Mohammad se souvient d'eux comme d'une horde de « voyous, pillant, violant

et tuant », « un reflet du régime de Damas ». Élie n'en pense pas moins.

La guerre prend une tournure plus brutale. Pendant les deux premières années, les combats se limitent à des armes légères, mais l'arrivée des Syriens change la donne. Obus et missiles pleuvent à l'aveugle, ravageant tout sur leur passage, se remémore Élie. Il garde un souvenir particulièrement amer, une blessure grave à la main, de la guerre des Cent-Jours, entre juillet et octobre 1978, quand les forces chrétiennes affrontent l'armée syrienne. En apparence, ses séquelles restent discrètes. Impossible à déceler sans les confidences de son épouse Rachel, elle-même ancienne combattante, rencontrée dans la tourmente, et avec qui il aura deux filles.

À l'été 1982, alors que les Israéliens atteignent Beyrouth, Élie mène un groupe de combattants pour déloger les Syriens d'une position à Araya (dans les hauteurs de Baabda). Une opération lancée depuis Kfarchima, une marche jusqu'à Kahalé, puis un assaut à

l'aube. « Une démonstration de muscles », explique-t-il, ordonnée pour « prouver aux Israéliens que les Forces libanaises n'avaient pas besoin d'eux ». Quand les Israéliens arrivent, le drapeau des FL flotte déjà. Mais à quel prix ? « On a eu des morts, et ça n'a servi à rien », conclut-il, la voix lourde.

Comme une partie des militants chrétiens de l'époque, Élie Bou Malham passe par les camps d'entraînement du désert du Néguev israélien, entre la fin des années 1970 et le début des années 1980. Il ne le nie pas, mais tient à tordre le cou aux idées reçues. Les Forces libanaises, selon lui, payaient chaque cartouche, chaque formation militaire, loin du mythe d'un financement israélien. Cet « allié de circonstance » lui inspire une antipathie tenace depuis le début. Il rejette l'idée d'avoir été un pion et affirme que les FL ont simplement exploité Israël pour s'armer, rien de plus. « Jamais nous n'avons été des *oumala* (agents) », insiste-t-il.

« Nous n'avons jamais perçu les

chrétiens comme tels », assure Mohammad. Pour l'ex-combattant du Fateh, ils étaient l'ennemi, puisqu'on « nous avait dit qu'ils cherchaient à briser la résistance palestinienne et à dominer le Liban ».

« Un génie politique »

En marchant vers la plage de Ramlet el-Baïda, où il retrouve ses amis chaque semaine dans un café, les souvenirs submergent Mohammad. Il connaît Beyrouth comme sa poche. Cette plage, il l'a minée de ses mains avant l'arrivée des Israéliens en 1982. Planqués dans le sable, ses camarades et lui les ont accueillis à leur façon, bloquant leur avancée au-delà de la côte.

L'invasion israélienne cette année-là marque un nouveau tournant. Beyrouth-Ouest brûle, saigne. Le 21 août, plus de 1 000 Palestiniens embarquent au port sous le regard d'Ariel Sharon, marquant leur départ forcé de la capitale. Bachir Gemayel, 34 ans, s'impose au second tour de l'élection présidentielle sans rival. Le chef de milice, devenu politicien, est devenu la figure dominante du maronitisme politique. Le chef de clan communal se pose désormais en chef d'État capable de rassembler. « Un génie politique », s'exclame Élie qui l'a côtoyé dès ses débuts : « Nous étions habitués à lui, et pourtant, à chaque fois il nous surprenait. Nous étions persuadés qu'il allait mettre fin à cette guerre et unifier les Libanais. Il a réussi à nous embarquer. »

Une vision qui dépasse les tranchées et les lignes, et qui convainc même Mohammad à l'époque. « C'était un soulagement. Je croyais en lui parce qu'il était sincère. Il voulait un Liban pour tous les Libanais », affirme l'ex-combattant Fateh, très en colère lors de son assasinat.

Il était prévu qu'Élie rejoigne sa garde présidentielle. Sa voix se crispe lorsqu'il repense à ce 14 septembre 1982. À la caserne de Hadeth, la confusion est totale jusqu'à ce que la confirmation de sa mort ne tombe. « Je suis rentré à Kfarchima, tous mes hommes étaient effondrés, en état de choc. Aucun d'entre nous n'aurait été capable de se battre ce jour-là », dit-il.

Le lendemain, l'ordre est donné aux Forces libanaises de préparer l'assaut contre les camps palestiniens de Beyrouth. Une centaine d'hommes de Kfarchima rejoignent d'autres bataillons à l'Aéroport international de Beyrouth. Blessé à la jambe lors d'un entraînement, Élie Bou Malham est sur des béquilles et doit suivre les opérations à distance. « La mission était de chasser définitivement les Palestiniens et d'emprisonner les combattants. Nous n'avions pas d'ordre de massacre », assure-t-il. À l'aube, les troupes arrivent, selon lui, aux portes de Sabra et Chatila, et découvrent l'horreur absolue. Les rues débordent de cadavres. Les forces d'Élie Hobeika et celles de l'Armée du Liban-Sud, pilotées par les Israéliens, ont laissé derrière elles une nuit de boucherie.

« Des pions »

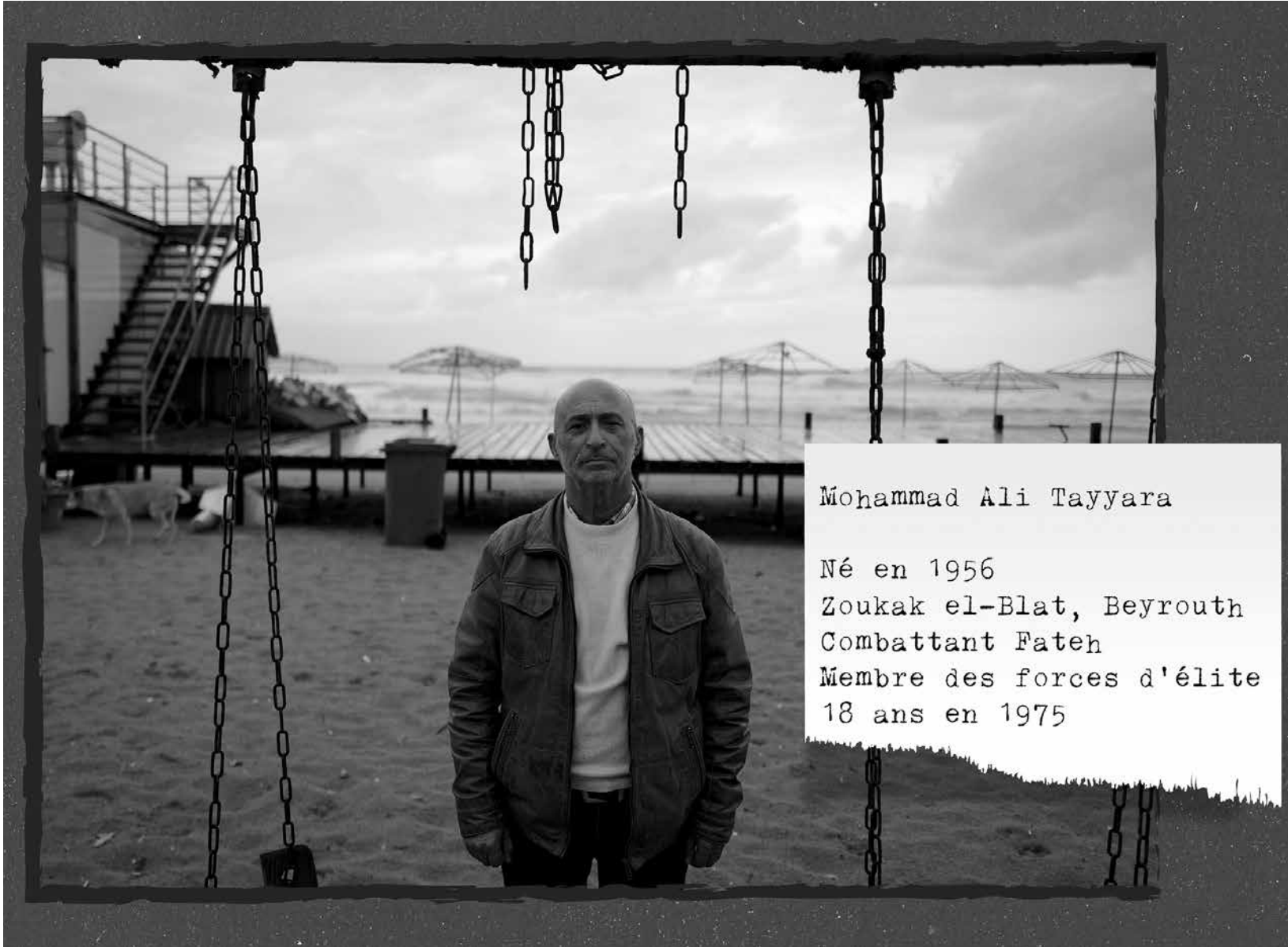
Après le départ de Arafat, Mohammad quitte le Liban en 1983. À 27 ans, il s'envole pour Boston et se jette à corps perdu dans les études, tournant le dos au passé. Il coupe les ponts avec le pays, devient ingénieur aéronautique, se marie. En 1996, une envie viscérale le ramène pourtant au Liban. Il est désormais décidé à y reprendre sa vie.

Élie Bou Malham, lui, lâche le combat en 1988, part en France soigner ses blessures, reprend ses études et construit une carrière dans le Golfe.

Deux jeunesses brisées, deux exils et deux retours. Eux ne tirent pas un trait sur le passé comme tant d'autres.

Au fond, ils portent le même poids : celui d'avoir « été des pions », « manipulés par des causes plus grandes qu'eux ». Tout en assumant leur part de responsabilité. « Je regrette tous les martyrs, quels qu'ils soient, et le fait que les chrétiens se soient entretués. Heureusement que je n'ai pas participé à ça », confie pour sa part Élie Bou Malham. Malgré les tourments qui le rongent et les douleurs physiques invisibles aux autres, il ne renie pas avoir défendu son pays « contre les ennemis extérieurs ».

« J'ai bousillé mon pays. Moi et les autres. Mais aujourd'hui, il faut apprendre aux autres à construire », justifie pour sa part Mohammad Tayyara, désormais convaincu que seule l'armée doit protéger la nation. Un discours qu'il martèle dans les écoles lorsqu'il raconte son histoire aux jeunes générations avec l'ONG Fighters for Peace.



Photos Matthieu Karam, illustrations Jaimee Lee Haddad

RÉCIT

1991, amnistie générale : comment le Liban s'est condamné à l'hypermnésie

Le samedi noir, les massacres de la Quarantaine et de Damour, la guerre de la Montagne et même la fusillade du bus... Au lendemain de la guerre, tout devait disparaître. Mais plusieurs décennies après le vote de la loi, le Liban n'arrive toujours pas à oublier.



Illustration Jaimee Lee Haddad

Julia MOKDAD

Il ne faut pas « leur faire de mauvais procès » 30 ans plus tard. Le Liban d'après-guerre n'avait pas d'autre choix. Nous sommes en 1990, et dans les rues, pas l'ombre d'un gendarme. Cela fait déjà plusieurs années que les rideaux des commissariats sont tombés. Les Palais de justice aussi ne servent plus à grand-chose. Pas d'électricité, pas d'écoles ni d'hôpitaux... Alors qu'il se remet debout après 15 ans d'une guerre sanglante et fratricide, le pays constate avec effroi l'ampleur du vide.

Il y a bien un président de la République, Elias Hraoui, et son Premier ministre, Omar Karamé. Mais ceux-ci gouvernent une coquille vide. Un État fantôme, sans aucun moyen financier ni de pouvoir : même l'armée avait fini par faire faux bond, implosant en une multitude de milices à travers le territoire. « Tout ce qu'il nous restait, c'était notre unique feuille de route : l'accord de Taëf » signé en 1989, se remémore Farès Boueiz, alors ministre des Affaires étrangères.

Questions existentielles

Face aux chantiers qui s'annoncent, les cœurs ne sont pas à la justice. « À l'époque, la priorité était de remettre l'État au centre, d'œuvrer au retour des déplacés et de réconcilier. C'était déjà assez compliqué comme ça », confie Marwan Hamadé, alors membre du comité ministériel chargé de rassembler les armes lourdes et de démilitariser les milices. Habitué des amnisties, dont deux avaient déjà été votées en 1958 puis en 1977, le Liban fait donc le pari de l'oubli à marche forcée pour reconstruire une société.

Première étape : aller voir les milices et les convaincre de déposer leurs armes aux mains de l'armée. Mais les factions sont sur le qui-vive. Après une trentaine de tentatives de cessez-le-feu – toutes avortées – entre 1975 et 1990, personne ne croit plus à la fin de la guerre. Pour chacun, l'insistance du gouvernement sur la récupération des armes ressemble à un piège prêt à se refermer sur eux. Et après tout, s'endormir auprès de son arme a toujours été « une tradition libanaise, même au plus fort de l'État libanais », concède Farès Boueiz.

Les oppositions sont donc farouches : les réunions s'enchaînent

et s'étalent sur plusieurs mois. Walid Joumblatt, Nabih Berry, Samir Geagea... pratiquement tous donnent du fil à retordre au gouvernement. Comme d'autres, ils veulent des garanties et une réponse à cette question : « Si on accepte de coopérer, qu'advendra-t-il de nous ? »

Le prix de la paix

L'amnistie générale apparaît alors comme la pièce manquante du puzzle, le prix à payer pour retrouver la paix. « Les gens étaient fatigués, tout le monde voulait passer à autre chose », affirment à l'unisson les politiques de l'époque. Surtout, il était techniquement impossible de procéder à des jugements. « Quels actes devaient être considérés comme criminels ? Lesquels étaient du registre de la légitime défense ? Qui avait tué pour rien et qui l'avait fait pour la "bonne cause" ? » se questionne Farès Boueiz. Et Marwan Hamadé d'ajouter : « Il était quasiment impossible d'attribuer un visage aux crimes commis. Il aurait alors fallu accuser un parti entier, une communauté entière, voire pire, un pays tout entier. » Au risque de faire tout flamber de plus belle.

L'urgence est telle qu'au sein du Parlement – qui réceptionne le dossier le 15 août 1991 –, rares sont ceux qui ont prévu de dire non. Si les débats sont houleux, place de l'Étoile, on s'écharpe surtout pour savoir s'il faut exclure de la loi les crimes déjà déferés devant la Cour de justice, comme les assassinats de Tony Frangié, de Bachir Gemayel, de Kamal Joumblatt, de Rachid Karamé ou du mufti sunnite le cheikh Hassan Khaled. L'amendement, discuté en présence des commissions parlementaires de la Justice, des Finances et des Affaires sociales, passe à une voix près. Aucune autre exception ne sera faite : le samedi noir, comme les massacres de la Quarantaine et de Damour, la guerre de la Montagne, les enlèvements par dizaines de milliers, et même la fusillade du bus, événement largement reconnu comme la première étincelle ayant entraîné le pays dans les affres de la guerre civile... tout devait disparaître. Il fallait effacer les traces, faire « comme si ». Et oublier.

Réconcilier

Réinitialiser les mémoires, cela devait aussi permettre de débayer le terrain pour laisser place aux réconciliations, indispensables pour relan-

cer la machine étatique. Des ententes arrachées comme des victoires, au sein même des villages, à coups de rencontres, de comités et de longues discussions, entre des familles devenues parfois malgré elles ennemies. Chacun y a mis du sien pour sauver le processus. Les leaders eux-mêmes s'attelaient à la tâche. « Walid Joumblatt s'est beaucoup mobilisé pour tenir les druzes dans la mesure du possible », raconte Marwan Hamadé. Et quand on n'y arrivait plus, l'Église revenait patiemment chuchoter la nécessité du pardon et de la tolérance. Se déclarant « satisfait du projet d'amnistie générale » avant son arrivée au Parlement, le patriarche Sfeir avait d'ailleurs souligné, en août 1991, que le texte rejoignait « les préceptes divins du pardon ».

Pour toutes ces raisons, « le processus législatif a été assez fluide », raconte Antoine Chader, alors député du parti Kataëb et secrétaire général de la commission des Affaires sociales. Le Parlement, qui réceptionne le dossier le 15 août 1991, ne tergiverse pas : trois séances en commissions et seulement onze jours plus tard, le 26 août 1991, la loi passe. De l'élaboration du texte par le gouvernement jusqu'à ce jour, seulement deux ou trois mois s'étaient écoulés. Au sein de la classe politique, le texte mettait donc tout le monde d'accord – ou presque.

Car, « pour faire planer l'épée de Damoclès au-dessus des partis et s'assurer qu'ils n'auraient plus recours à la violence », selon Farès Boueiz, l'amnistie générale libanaise avait été tricotée sur mesure : en cas de récidive, même minime, d'une personne ou d'un parti, le principe de rétroactivité s'appliquerait, et tous les dossiers de la guerre civile seraient décadénassés. Trente-cinq ans plus tard, les Forces libanaises (FL), dont le chef Samir Geagea s'est vu attribuer – probablement à tort – l'attaque de Notre-Dame de la Délivrance, à Zouk Mikael, le 27 février 1994, ne l'ont toujours pas digéré. « C'est une loi qui a été faite sous le joug syrien, avec des idées préconçues et des pièges préconçus », dénonce Roger Dib. Ministre d'État chargé de traduire l'accord de Taëf en politiques publiques, il se désengage des discussions et sollicite l'aide du président Elias Hraoui, dont il dit « percevoir la gêne. À ce moment, j'ai su que

ce n'était pas lui qui avait les clés en main », regrette-t-il.

L'ombre de Hafez el-Assad

Sous tutelle syrienne – dont l'influence sur Beyrouth est institutionnalisée avec l'accord de Taëf, mais qui est en réalité bien présente depuis le début de l'intervention militaire de Damas en 1976 –, le Liban est en effet gangrené jusque dans ses fondations par les ingérences de Hafez el-Assad. À tour de rôle sollicités par la diplomatie libanaise, les États-Unis et la France avaient catégoriquement renvoyé le palais Bustros vers le président syrien. Pour eux, pas question d'entendre encore parler de cette Suisse ratée, de ce pays qui avait ôté la vie à plusieurs de leurs ressortissants, notamment dans l'attentat du Drakkar ou celui contre l'ambassade des États-Unis, tous deux survenus en 1983. Ils avaient donc fait le pari de laisser les coudées franches à Assad père pour agir à sa guise dans le pays.

Les interventions politiques des Syriens pour faire appliquer l'accord de Taëf à la lettre sont « musclées » et c'est même à leur chef d'état-major Hekmat Chehabi qu'est attribué le dossier de la démilitarisation des milices, un homme « choisi pour inspirer la crainte » au sein de la classe politique libanaise, juge Farès Boueiz. Une part d'ombre continue de planer aujourd'hui sur le degré d'implication exact des Syriens dans l'élaboration de la loi d'amnistie. Reste que Damas avait remarqué les gesticulations de la communauté internationale durant la guerre civile. Conférence de réconciliation de Lausanne, accords du 17 mai 1983... Exclue des discussions et des tentatives d'accord pour mener le Liban vers la paix, la Syrie avait tout intérêt à franchir la ligne d'arrivée avant les autres. Soit à calmer le jeu elle-même dans le pays pour mieux le diriger.

Faire table rase du passé

Najah Wakim, ancien député et fondateur du Mouvement du peuple, en est d'ailleurs convaincu : « Les tutelles qui ont soutenu les milices pendant la guerre sont les mêmes qui ont fait en sorte de les maintenir au pouvoir dans un Liban post-guerre failli », s'indigne celui qui condamne aussi bien l'accord de Taëf que l'am-

nistie générale qui en a découlé. En 1991, il est l'un des rares parlementaires à rejeter le texte, prédisant « le pillage du pays et de l'argent des citoyens par les miliciens et leurs chefs qui accéderaient alors aux plus hautes fonctions de l'État ». « C'est bien la première fois que des victimes doivent payer des dommages et intérêts à leurs bourreaux », avait-il soufflé le jour du vote.

Son cri du cœur se révélera, sans surprise, insuffisant. Le train étatique redémarre, laissant sur le quai des milliers de gueules cassées, et des victimes qui attendront, en vain, une réparation ou le retour d'un cher disparu à tout jamais. Pourtant, quand l'amnistie a été votée, Souhad Karam – dont le mari a été enlevé au détour d'un checkpoint tenu par les factions druzes dans le Chouf – n'a pas pressenti le danger. « J'étais seule avec mes trois enfants. Tout ce qui comptait à l'époque, c'était que les canons se taisent », admet-elle. Mais les années ont défilé et les politiques ont surtout exploité l'amnistie pour se dédouaner. Ainsi blanchis, les seigneurs de guerre ont pris place dans l'arène politique et ne s'en sont plus retirés, fermant à double tour les dossiers des victimes. À l'époque, le politicien Kamel el-Asaad s'était indigné de cette faveur offerte aux partis politiques. « Psychologiquement, l'amnistie qui va être votée ne se traduit pas par des sentiments de pardon au sein de l'opinion publique mais paraît plutôt être une sorte de taxe que l'État paie aux forces qui l'ont affaibli », peut-on lire dans notre édition du 15 août 1991.

Oubli collectif et obsession mémorielle

« Moi qui lutte pour la justice, jusqu'à aujourd'hui, mon cœur en saigne », raconte Souhad Karam. On voudrait juste aller chuchoter dans les caveaux de nos proches : « C'est bon, on sait où ils sont. » Pour elle, comme pour d'autres familles, la plaie se nécrose sous le sparadrap. N'ayant pas réussi à oublier, ni à pardonner, la septuagénaire a « tiré un trait » sur la montagne libanaise, dans laquelle elle a longtemps refusé de revenir.

Rien d'étonnant pour Maroun Eddé, philosophe et auteur de *La mémoire coupable* : « L'oubli collectif et l'obsession mémorielle sont deux faces d'une même médaille. L'oubli collectif au niveau national induit

une obsession mémorielle au niveau individuel. Les personnes ont alors un rapport beaucoup plus vif et plus partiel aux événements du passé », indique-t-il.

Pourtant, l'État libanais n'est pas le seul à avoir voté une telle loi – l'Afrique du Sud, en 1995, et l'Argentine, en 2000, en sont les premiers exemples. Mais où Beyrouth a-t-il alors fait fausse route ? « Le problème n'est pas de faire le choix de l'amnistie – nécessaire à bien des égards –, explique Carmen Abou Jaoudé, spécialiste en justice transitionnelle. Mais celle-ci doit être accompagnée de mécanismes parallèles, comme des commissions de vérité, ou par un travail de réparation matérielle et morale. » Surtout, il faut une « épuration », soit une garantie qu'on ne recrutera plus politiquement des personnes impliquées dans des violations graves des droits de l'homme. De tout cela, le Liban n'a rien fait, préférant s'armer d'un funeste slogan : « Si vous voulez la paix, oubliez la justice », résume la spécialiste.

Amnésie

Au Liban, le mot « amnistie », qui partage une racine grecque commune avec le mot « amnésie », prend alors tout son sens. « La manière dont les pays appliquent cette loi dit beaucoup de leur fragilité et de leur volonté de contenir une population dont ils ont peur », indique l'historien Sébastien Ledoux. Il en veut pour exemple l'acharnement du président algérien Abdelaziz Bouteflika à interdire la mémoire autour de la « décennie noire » algérienne. Depuis 1977, la mention de cette période, ainsi que les débats sur les responsabilités de l'État dans la « tragédie nationale », peut conduire tout citoyen devant les tribunaux.

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé d'ériger un récit collectif. L'accord de Taëf lui-même prévoyait l'élaboration d'un livre d'histoire libanaise unifié, et Marwan Hamadé en avait fait son cheval de bataille durant ses années à l'Éducation. Mais même les comités académiques les moins impliqués dans les conflits n'auront jamais réussi à pondre un texte accepté par tout le monde. « Après tout, ironise Farès Boueiz, on se chamaillait encore pour savoir si le Libanais est phénicien ou s'il est arabe. On n'a même pas encore tranché ce débat. » Alors pour le reste...

EN IMAGES

Scènes de vie (et de mort) : des photographes de la guerre civile racontent

Les auteurs de six clichés connus et moins connus, souvent insolites, reviennent sur le drame humain et la vie qui s’est poursuivie durant 15 ans de conflit qu’ils ont immortalisés.

Matthieu KARAM

Il y a celles qui ont fait le tour du monde et celles qui sont passées presque inaperçues. Difficile de résumer 15 ans de guerre civile au Liban en quelques photos. Surtout lorsque presque tout a été dit et redit sur ce conflit qui a éclaté il y a un demi-siècle, jour pour jour. Quinze ans durant lesquels le conflit a envahi le quotidien des Libanais, petits et grands, miliciens et civils, sans distinction.

Il y a ces photos devenues mythiques et qui montrent la bataille du Holiday Inn, le départ de Beyrouth des fedayin de Yasser Arafat en 1982, ou encore Bachir Gemayel acclamé par la foule après son élection à la présidence de la République. Et ces clichés insoutenables qui montrent la guerre dans toute son horreur, avec ses morts qui jonchent les rues et ses civils qui supplient des combattants d’épargner leur vie.

Mais il y a aussi ces photos qui racontent la guerre autrement, à travers ces moments du quotidien qui se fauflent entre les drames. En quinze ans de guerre, il a fallu continuer à vivre, se réinventer, se marier, avoir des enfants, devenir adolescent, vieillir, rendre son âme, comme le commun des mortels.

Ces moments, Aline Manoukian, Patrick Baz, Jack Dabaghian, Roger Moukarzel, Joseph Barrak et Michel Sayegh, la vingtaine à peine à l’époque, les ont immortalisés, souvent au risque de leur vie. Un métier qui leur a valu des récompenses mondiales, mais des blessures physiques et psychiques aussi. Aujourd’hui, ils ont accepté de se replonger dans leurs archives pour nous raconter les histoires derrière ces six photos.



Photo Joseph Barrak/AFP via Getty Images/Avec l'aimable autorisation du photographe

LES NOCES

Agop Abousefian, costume sombre, et Angela Avetisian, robe de mariée, viennent tout juste de sortir du véhicule qui les dépose devant l'immeuble des parents du marié lorsque leur chemin croise celui de Joseph Barrak, photographe à l'AFP. Ils doivent se faufler entre les barils d'une barricade de fortune érigée par les habitants pour se protéger contre les bombardements. Nous sommes dans le quartier de Medawar à Beyrouth, un 17 septembre 1989, à l'époque de la guerre « de libération » du général Michel Aoun contre les troupes syriennes.

« Ma tante habitait le même immeuble que les mariés. Agop est libanais, son épouse arménienne. Ils s'étaient rencontrés en Arménie à l'époque de l'URSS. Le père, malade, rêvait de voir son fils marié, raconte Joseph Barrak. Elle est donc venue sous les bombes au Liban. » Lorsqu'il les voit arriver, le photoreporter se positionne au milieu de la rue. « J'ai sorti mon appareil photo, je leur ai dit : "Mabrouk ! Regardez l'objectif !" et tac, tac, tac, j'ai fait mes photos. »

Vingt ans plus tard, une femme contacte Joseph Barrak sur Instagram : « C'est mon père et ma mère sur cette photo ! » lui écrit-elle, avant de lui dire que son père n'avait jusque-là jamais vu ces photos. Des années plus tard, Joseph Barrak retrouvera le couple et le prendra en photo au même endroit, les sacs de sable en moins.



Photo Michel Sayegh/Avec l'aimable autorisation du photographe

LES ENFANTS

La vie a souvent pris sa revanche sur la guerre. Il fallait se marier, avoir des enfants, malgré l'horreur et la violence du quotidien. Pour Michel Sayegh, photographe à *an-Nahar* et ancien collaborateur de *L'Orient-Le Jour*, la promenade du dimanche avec son fils était sacrée. « Je l'emmenais en voiture et lui ramenait la sienne, en plastique, qu'il mettait dans le coffre. »

Ce jour-là, en 1989, les obus en provenance de Beyrouth-Ouest pleuvent sur le quartier de Mar Mitr à Achrafieh. « Ma voiture était garée sur une aire de parking, j'ai accouru pour constater les dégâts. » Son véhicule, comme d'autres, est touché de plein fouet. Celle de son fils n'a pas été épargnée. « Il était tout triste. Il devait avoir trois ou quatre ans. Il m'a dit : regarde papa ! Ma voiture est comme la tienne », se souvient Michel Sayegh. Il décide alors d'immortaliser ce moment. Un cliché qu'il exposera des années plus tard. « La guerre ne fait pas de différence entre grands ou petits. Elle touche tout le monde. »



Photo Patrick Baz/Avec l'aimable autorisation du photographe

LA JEUNESSE

Pour les jeunes, la guerre, sa violence et ses armes ont un attrait particulier. Certains allaient jusqu'à imiter leurs idoles hollywoodiennes, à l'instar de Rambo joué par Sylvester Stallone. Au Liban, il avait un sosie : Missak Donanian, jeune réserviste des Forces libanaises habitant Bourj Hammoud. Nous sommes en 1987, Patrick Baz, photographe free-lance à l'époque, collabore avec plusieurs magazines mondiaux avant de diriger plus tard le service photo de l'AFP pour le Moyen-Orient.

« Il fallait constamment trouver des images pour alimenter les médias qui couvraient le Liban », explique-t-il. « On a entendu parler de ce sosie dans les médias libanais. C'était difficile de garder un secret quand on trouvait une bonne histoire », dit-il. « Le "Rambo libanais" était très fier. Il nous a sorti toute sa panoplie », se souvient le photographe. « Missak était vendeur de chawarma à Bourj Hammoud. Je ne suis même pas sûr qu'il combattait sur le front », explique Patrick Baz. « Je voulais absolument montrer cette ressemblance entre lui et Sylvester Stallone et créer une confusion. Beaucoup de gens ont cru que Stallone était venu au Liban », lance-t-il.

Des années plus tard, ce cliché voyage jusqu'au festival du film d'el-Gouna en Égypte. Patrick Baz, qui a troqué jeans et baskets pour un costard cravate, s'y trouve en tant que photographe officiel. Sylvester Stallone, le vrai, y est aussi. « J'ai voulu lui offrir cette photo, mais il a fait une brève apparition sur le tapis rouge et je n'ai pas pu lui donner le cliché là-bas », regrette Patrick Baz.



Photo Aline Manoukian/Avec l'aimable autorisation de la photographe

LA TENDRESSE MALGRÉ TOUT

Des miliciens testostéronnés et menaçants, il y en avait dans chaque quartier. L'un d'eux retient l'attention d'Aline Manoukian. En 1988, la jeune photoreporter de guerre, l'une des premières au Moyen-Orient, se rend dans le camp de réfugiés palestiniens de Bourj el-Brainé, dans la banlieue sud de Beyrouth, pour documenter la défaite des combattants de l'Organisation de libération de la Palestine après la fin de la « guerre des camps ».

« Je marchais dans une ruelle lorsque cette scène surgit devant mes yeux, raconte-t-elle. C'est le chat qui m'a d'abord interpellée, évidemment ! J'adore les chats. J'ai eu de la chance, parce que mon appareil était bien réglé, sinon, j'aurai pu louper ma photo. » Son cliché, repris par Reuters et d'autres agences, passe presque inaperçu. Mais grâce aux réseaux sociaux, sa photo se répand comme une traînée de poudre. « Cette photo, chacun la voit à sa manière. Parfois, je lis les commentaires des internautes. Certains disent : "Pauvre chat, le milicien a dû l'étrangler." D'autres trouvent que cette photo montre que même les miliciens ont un côté humain. Les images, chacun les interprète à sa façon. Voilà la beauté de la photo. »

LE QUOTIDIEN POSITIF

La guerre s'est invitée dans le quotidien de tous les Libanais. Mais certains ont résisté, à leur manière. Il fallait maintenir une routine, s'occuper de son apparence. Ce quotidien, ordinaire mais désormais absurde, Roger Moukarzel, dont le travail a été publié dans la presse internationale, l'a immortalisé dans de nombreux clichés, dont beaucoup sont partis en fumée lorsque ses archives ont brûlé. Mais une photo, envoyée à Reuters, a survécu aux flammes.

« J'ai pris celle-ci dans la région de Baabda, vers 1987. À cette époque, les bombardements de l'armée syrienne étaient quotidiens. Les gens se réveillaient et trouvaient leur maison endommagée », se souvient-il. « En marchant, j'aperçois un homme qui se rasait la barbe sur le coffre de sa voiture calcinée. Il m'explique que c'est la hauteur idéale et qu'il peut ainsi se raser au soleil », relate le photographe. « Cette photo résume l'état d'esprit de la population qui n'avait rien à faire de la guerre, mais qui l'a subie, estime Roger Moukarzel. Il y a de la vie dans cette photo : se raser, c'est se renouveler. C'est le quotidien positif. »



Photo Roger Moukarzel/Avec l'aimable autorisation du photographe

LA MORT

Mais la guerre a surtout fauché des dizaines de milliers de vies. Les cortèges funèbres faisaient partie du quotidien. L'un d'eux attire l'attention du photographe Jack Dabaghian, un 6 février 1984. Sur l'ancienne route de Saïda, qui relie Beyrouth au Sud, le photographe qui a sillonné le monde pour documenter les conflits est à l'arrière du véhicule conduit par le chauffeur de son agence. « Soudain, une voiture nous double sur la droite, se souvient-il. Elle transportait un cercueil qui sortait du coffre. J'ai pris quelques clichés à travers le pare-brise. Je me suis dit : "Mais quel pays de fous !" Avec le recul, j'ai toujours eu un doute : est-ce qu'il y avait un corps dans ce cercueil ? »

La question taraudera Jack Dabaghian durant de nombreuses années. Son cliché, lui, passera quasi inaperçu auprès de son éditeur, jusqu'à ce qu'en 2012, la Foire d'art de Beyrouth le contacte dans le cadre de l'exposition collective « Generation War ». Jack Dabaghian, qui a souffert de troubles du stress post-traumatique, décline d'abord l'invitation. Il ne veut pas se replonger dans ce passé violent, mais finit par se laisser convaincre. La photo du cercueil faisait partie de la sélection d'images exposées.

Dans l'avion qui le ramène à Dubaï, alors qu'il survole Beyrouth, les larmes aux yeux, il trouve enfin une réponse à sa question : « Il y avait un corps dans ce cercueil. Ce corps, c'était moi. »



Photo Jack Dabaghian/Avec l'aimable autorisation du photographe/Usage unique

Palestiniens du Liban : de la montée en puissance au ghetto

Au sortir de la guerre civile, la figure du Palestinien est convoquée dans les discours politiques et médiatiques comme principal responsable de ces années de violences. Une hostilité qui atteint alors des sommets, mais dont les origines sont lointaines.

Soulayma MARDAM BEY

Alwaleed Yahia est né en 1987 dans le camp palestinien de Yarmouk en Syrie. Son père est irakien ; sa mère est palestinienne. C'est toutefois au Liban que ses parents se sont rencontrés. À l'image d'une génération arabe pour qui la cause palestinienne a longtemps constitué le combat principal, son père a rejoint en 1967 les fedayin en Jordanie, puis a été expulsé avec eux vers le pays du Cèdre dans le sillage de Septembre noir (1970-1971). Sa mère, de son côté, est une réfugiée du camp de Tell el-Zaatar, alors situé au nord-est de Beyrouth. En août 1976, le siège de la zone par des milices chrétiennes soutenues par la Syrie la contraînt elle et ses proches à plier bagage. Ils se réfugièrent d'abord dans le camp de Mar Elias puis rejoignent celui de Chatila. L'invasion israélienne de Beyrouth en 1982 et les massacres de Sabra et Chatila forcent ensuite les parents d'Alwaleed à prendre la route de l'exil en direction de la Syrie voisine. Mais en 1994, la mère du jeune homme obtient la nationalité libanaise dans le cadre du décret de naturalisation numéro 5247. Une acquisition qui, à son échelle, raconte un peu du pouvoir arbitraire des frontières telles que délimitées par les anciennes puissances mandataires. Et atteste du bouleversement démographique engendré par l'établissement d'Israël en 1948.

Car le décret en question s'applique notamment aux descendants des habitants originaires des sept villages du Sud et de leurs environs passés successivement du territoire du Grand Liban à celui de la Palestine du temps des mandats français et britannique, et chassés vers les États voisins lors de la Nakba.

La mère d'Alwaleed en fait partie. Ce n'est toutefois que deux décennies plus tard, alors que la guerre civile syrienne fait rage et que le régime Assad et ses alliés imposent un siège d'une brutalité inouïe au camp de Yarmouk, qu'Alwaleed Yahia redécouvre ce fragment de son identité. Comme des milliers de Syriens – dont des Palestiniens de Syrie – il s'exile au Liban.

D'emblée, il est frappé par la différence des contextes syrien et libanais. « En Syrie, les Palestiniens ont obtenu les mêmes droits que les Syriens, se sont intégrés dans la société, sur le marché du travail, dans l'armée. Il ne leur manquait que le droit de vote et d'éligibilité. Mais, de toute manière, à partir de 1963, même le Syrien n'en disposait plus », ironise Alwaleed Yahia. Au Liban, en revanche, c'est une autre paire de manches. « Ici, les camps sont de véritables "cantons" », dit-il.

Des ghettos qui, au fil des décennies, se sont mués en matérialisation urbaine des tabous nationaux. En enclaves enracinées dans l'espace, mais « catalysatrices » d'un reflux libanais aux dimensions multiples. Car dans la période d'après-guerre civile, alors que l'on fait table rase d'un passé sur lequel on ne s'est même pas penché, le Palestinien devient la figure suprême de l'altérité. Celui à qui l'on fait porter le fardeau d'une histoire récente douloureuse, mais qu'il ne faut pas évoquer dans sa dimension libanaise pour ne pas embraser les mémoires. La guerre sera donc « celle des autres » ou ne sera pas. Et l'autre, à l'ombre de la pax syriana, est d'abord le Palestinien, à qui il ne faut concéder aucun droit afin d'empêcher – hantise absolue – son *tarwtin*, à savoir son implantation.

Rancœur

Mais si ce rejet permet indirectement de dédouaner les acteurs libanais de leurs responsabilités et de faire momentanément nation, il est aussi fondé sur de profondes blessures. Tout au long de la guerre, les relations palestino-libanaises ont ainsi été malmenées par les attaques préventives ou réactives d'Israël contre le Liban pour y mater la résistance palestinienne, avec de graves conséquences pour les populations locales. Dans le sud du pays en particulier, le bilan croissant des destructions a progressivement nourri rancœur et fatigue auprès des habitants. À quoi s'ajoute plus généralement le comportement d'une partie des fedayin vis-à-vis des civils : vols, arrestations, enlèvements ... Certes, les miliciens de tous bords ont pu jouer aux fiers-à-bras et humilier ceux qui croisaient leurs routes et leurs checkpoints. Mais dans le cas des Palestiniens – c'est-à-dire de non-Libanais – ces attitudes ont alimenté un sentiment de dépossession. Enfin, au cours d'une guerre où chaque meurtre de masse a servi de justification au prochain, les factions palestiniennes n'ont pas dérogé à la règle. En témoigne le massacre de Damour perpétré conjointement le 20 janvier 1976 par les forces du Mouvement national libanais (MNL) et des milices palestiniennes. Ou, plus tard, la participation de groupes palestiniens pro-syriens (le FPLP-Commandement général, branche dissidente du FPLP et Fateh el-intifada issu d'une scission du Fateh) à la guerre de la Montagne (1983) aux côtés du Parti socialiste progressiste (PSP) et contre les Forces libanaises (FL), qui aboutit à l'expulsion de la quasi-totalité de la population chrétienne de la région.

Malgré sa participation directe à la guerre, l'OLP est exclue des négociations de Taëf. L'accord signé en 1989 ne fait aucunement mention des relations libano-palestiniennes tandis qu'il accorde une importance capitale aux relations libano-syriennes. Damas est alors le grand vainqueur du conflit, à la fois acteur de premier plan dans l'élimination de l'OLP au Liban, mais aussi dans l'affaiblissement du leadership chrétien libanais. Et tandis qu'Israël occupe toujours le sud du pays, l'OLP et l'État hébreu s'engagent de leur côté dans des négociations, qui, avec les accords d'Oslo en 1993, finiront par marginaliser la question des réfu-



Des enfants brandissent un portrait de Yasser Arafat lors du départ de ce dernier. 30 août 1982. Ibrahim Tawil/Photo d'archives L'Orient-Le Jour

giés. Dans des circonstances défavorables, la convocation du Palestinien dans le débat public se manifeste alors régulièrement par son renvoi au statut d'ennemi de l'intérieur. Une rhétorique qui se répand à des degrés divers dans toutes les communautés.

Naturalisation

Si la participation directe de l'OLP aux conflits libanais explique en partie ce ressentiment général, les racines de celui-ci remontent à bien plus loin. Il faut alors en revenir à la Nakba et à ses entrelacs avec la construction nationale libanaise. Au printemps 1948, à peine cinq ans après l'indépendance du pays du Cèdre, plus de 100 000 Palestiniens, en majorité musulmans et sunnites, trouvent refuge au Liban. Le pays est alors en quête de lui-même, à la recherche d'une identité à mi-chemin entre son environnement arabe et l'Occident. Sa population n'est à l'époque que de 1,2 million d'habitants. L'afflux de réfugiés constitue donc un choc démographique pour cet État en construction fondé sur un équilibre confessionnel extrêmement fragile. Et ce malgré les liens qui unissent Palestiniens et Libanais depuis des siècles. « La région qui s'étend du nord de la Galilée jusqu'au sud du Liban a longtemps constitué une même entité de villages et beaucoup de mariages se faisaient entre les différentes familles qui vivaient dans ces zones, qu'il s'agisse de villageois ou de bourgeois des grandes villes », souligne l'historienne Jihane Sfeir.

Mais, avec la Nakba, les espaces se figent. L'angoisse prend rapidement le pas sur la compassion à mesure que le provisoire se mue en permanent. Le basculement antipalestinien est toutefois graduel et les politiques menées à l'égard des nouveaux venus diffèrent aussi largement selon les classes sociales et les confessions. « La naturalisation de certaines catégories de réfugiés débute un an après leur arrivée sur le territoire. Le décret de 1949 s'applique d'abord aux Palestiniens d'origine libanaise et arménienne, ainsi qu'aux bourgeois qu'ils soient chrétiens ou sunnites. Sous le mandat de Camille Chamoun, il permettra la naturalisation d'une grande partie des Palestiniens chrétiens, sans jamais établir la confession comme critère explicite », indique Jihane Sfeir.



La guerre des camps. À Sabra, des combattants d'Amal et des Palestiniens. 8 avril 1986. Youssef Badreldin/Photo d'archives L'Orient-Le Jour

D'emblée, plusieurs réalités sociales palestiniennes se développent. Les plus aisés s'installent dans les villes côtières telles que Beyrouth, Saïda et Tyr. Les plus pauvres, souvent issus de milieux ruraux, se retrouvent progressivement dans des camps ou les conditions de vie sont épouvantables. « Au départ, il s'agissait de tentes. Il n'y avait pas d'eau, pas d'électricité, pas de toilettes », raconte Anis Mohsen, secrétaire de rédaction de la *Revue d'études palestiniennes* (*Majallat al-Dirasat al-Filastiniyya*), né à Tyr en 1958 dans une famille réfugiée originaire du village d'al-Bassa en Palestine.

Dans une région arabe en ébullition, où le nassérisme a alors le vent en poupe, la présence des réfugiés palestiniens inquiète les autorités libanaises, plus encore depuis la crise de 1958 et l'insurrection contre le président Camille Chamoun. Le deuxième bureau créé à l'origine par le général Fouad Chehab pour contrôler l'opposition libanaise – en particulier la gauche et les partis nationalistes arabes – surveille désormais de très près les camps palestiniens afin d'empêcher leur politisation. « La réalité du palestinien en dehors du camp et à l'intérieur était très différente. Celui qui était en dehors, comme nous, bénéficiait d'une liberté assez proche de celle du Libanais. S'il ne parlait pas de politique, il ne lui arrivait rien, explique Anis Mohsen. En revanche, à l'intérieur du camp, les habitants étaient constamment surveillés. Il fallait un permis pour se rendre dans un autre camp, les réunions hors sphère familiale étaient prohibées, tout comme l'accès aux journaux ou l'écoute de la radio. »

Dans le même temps, le Liban bénéficie durant les premières décennies d'exil de l'arrivée de capitaux palestiniens et de l'apport d'intellectuels et d'artistes qui contribuent activement au dynamisme culturel de Beyrouth. Et parce qu'ils sont anglophones dans un pays francophone, nombre de nouveaux venus participent en outre au développement du secteur éducatif en langue anglaise ou rejoignent, à l'heure du boom pétrolier, des compagnies britanniques et américaines basées au Liban. « Il y a eu une incorporation d'une partie de la bourgeoisie palestinienne dans la bourgeoisie libanaise. Beaucoup d'hommes d'affaires ont investi dans des domaines tels que la finance, l'industrie, les

assurances ou encore le tourisme », résume l'historien Fawwaz Traboulsi.

Montée en puissance

En 1969, plus de vingt ans après la Nakba, les relations libano-palestiniennes prennent un nouveau tournant. Confronté d'une part aux tensions grandissantes entre l'OLP et l'armée libanaise et aux attaques israéliennes sur le territoire de l'autre, le général Émile Boustani, commandant en chef de l'armée, signe le 3 novembre avec le chef de l'OLP, Yasser Arafat, un accord au Caire qui reconnaît la légitimité d'une présence armée palestinienne et la possibilité pour les fedayin de mener leurs opérations à partir de la région du Arkoub, à la frontière sud du Liban, dans le respect de la souveraineté et de la sécurité du pays. Plus encore, ces accords garantissent le droit au travail, à la résidence et au transport des réfugiés.

Désormais, c'est donc à l'OLP que reviendra la gestion des camps.

Côté palestinien, les accords du Caire inaugurent une période d'effervescence qui s'explique notamment par le développement des institutions politiques, économiques, militaires et sociales de l'OLP, créatrices d'emplois pour une population jusqu'ici étranglée. « La période qui s'ouvre alors est souvent perçue comme un "âge d'or" pour les Palestiniens au Liban. Ceux qui l'ont vécu évoquent un dynamisme très fort, de l'espoir et une volonté d'engagement, souligne l'anthropologue Hala Abou Zaki. C'est un "âge d'or" par rapport à ce qui précède et à ce qui suit. »

En revanche, côté libanais, les perceptions sont plus complexes, avec un enjeu de souveraineté qui se superpose à des divisions politiques internes. Ainsi, les accords du Caire sont accueillis positivement par les forces dites « progressistes » du MNL dirigé par Kamal Joumblatt pour qui la résistance palestinienne est un marqueur idéologique, mais aussi un appui de poids – notamment militaire – face à un régime libanais dont les élites sont perçues comme jalouses de leurs prérogatives et rétives au changement social et politique. Face aussi à une armée nationale de plus en plus associée à ce pouvoir. À l'inverse, le leadership maronite traditionnel exprime rapidement son hostilité à ces accords, jugeant qu'ils menacent à la fois la

stabilité du système politique libanais et la souveraineté du pays.

En autorisant les Palestiniens à combattre à partir du Liban, les accords du Caire vont galvaniser l'hubris des uns et des autres dans un pays profondément fracturé. Le MNL se sent pousser des ailes quand nombre de chrétiens se sentent de plus en plus menacés, vivent l'activisme palestinien dans le pays comme constitutif d'un État dans l'État et craignent qu'à terme, le Liban ne devienne la patrie de substitution des réfugiés.

Les liens déjà compliqués entre Libanais et Palestiniens seront en outre cyniquement exploités par les puissances régionales, à commencer par Israël d'une part et la Syrie de l'autre, avec des répercussions sur les alliances en place. L'invasion israélienne de 1978 entraîne ainsi une reconfiguration de l'espace et des relations dans le Sud. Après un raid maritime d'un commando palestinien en Israël, les forces israéliennes pénètrent jusqu'au fleuve Litani. Le bilan humain est lourd : l'opération coûte la vie à plus de 2 000 civils libanais et palestiniens, déplace plus de 200 000 personnes, détruit six villages et en endommage 82 autres. À quoi s'ajoute la constitution par l'État hébreu, après son retrait, d'une zone frontalière de dix kilomètres de profondeur sous forme de mini-État reliant trois enclaves chrétiennes, à la tête duquel il place un collaborateur, l'ex-officier au sein de l'armée libanaise Saad Haddad. Dans ces circonstances douloureuses, la colère contre l'OLP gronde et plusieurs figures politiques libanaises émanant de toutes les communautés lui reprochent de conduire le pays vers la catastrophe. Un sentiment de plus en plus partagé au sein de l'opinion publique, y compris parmi les populations historiquement solidaires des Palestiniens. Dans les villages du Sud, nombre d'habitants chiites prennent ainsi les armes pour bloquer les déploiements militaires palestiniens à proximité de leurs habitations. La disparition de Moussa Sadr – fondateur du mouvement Amal et théoricien de l'alliance entre les « déshérités sur leur terre » (les chiites) et les « déshérités de leur terre » (les Palestiniens) – creuse davantage encore le fossé. « Lorsque Moussa Sadr a fondé le mouvement Amal, il a reçu le soutien du Fateh qui avait besoin d'une caution chiite qui ne soit pas marquée à gauche pour sa concentration dans le Sud », souligne l'ancien professeur à l'Université libanaise Saoud el-Mawla. « Mais après l'enlèvement de Moussa Sadr (en août 1978, NDLR), le conflit a éclaté entre les chiites et la gauche libano-palestinienne. La révolution iranienne puis la guerre Iran-Irak ont accentué les divisions entre Palestiniens et chiites. »

Voisins et frères

Dans un contexte marqué par le déclin du soutien populaire autrefois accordé à l'OLP et un affaiblissement du MNL, déchiré par des querelles internes, Israël envahit une seconde fois le Liban en 1982 et remonte cette fois-ci jusqu'à Beyrouth. Son objectif est double : en finir une bonne fois pour toute avec le mouvement national palestinien et mettre aux commandes de l'État un gouvernement allié. Le départ forcé de Yasser Arafat et d'une partie des cadres dirigeants durant l'été est un cataclysme pour les Palestiniens. Les services jadis pourvus par les institutions de l'OLP ne sont plus. La population est étouffée économiquement, à quoi s'ajoute une marginalisation sociale et spatiale croissante.

L'assassinat de Bachir Gemayel alors qu'il devait accéder à la présidence donnera lieu à l'un des épisodes les plus noirs de l'histoire palestinienne : les massacres de Sabra et Chatila perpétrés par des milices chrétiennes appuyées par Israël – que l'Assemblée générale de l'ONU qualifiera en décembre de la même année « d'acte de génocide ».

Trois ans plus tard, la guerre des camps s'empare de l'ouest de la capitale et de la région de Tyr, là où Palestiniens et chiites vivent côte à côte. Des combats qui résultent du conflit entre le président syrien Hafez el-Assad d'une part et le chef de l'OLP Yasser Arafat de l'autre pour le contrôle du terrain libanais. Et qui opposent l'OLP et le mouvement Amal, soutenu par Damas.

« C'était une guerre abominable, une guerre entre voisins, entre frères », soupire Majdi, au sujet des années 1985-1988. La cinquantaine entamée, ce passionné de sport a fondé dans le camp de Chatila où il vit Basket beats borders, une association qui encourage les filles et les adolescentes palestiniennes à dribbler. La guerre, il l'a vécue du début jusqu'à la fin. Il n'a que quatre ans lorsqu'il fuit le bidonville de Karantina avec sa famille pour échapper au massacre. Dix ans lors de Sabra et Chatila. « À l'époque, nous avons pu partir le premier jour grâce à nos voisins libanais. Ils nous ont dit "partez. Partez vite. Nous sommes libanais, il ne nous feront rien" », confie Majdi. Mais lorsqu'il revient dans le camp avec ses proches, il retrouve les corps inertes de ses sauveurs alignés sur le sol. « Toutes les horreurs et tous les déplacements que nous avons vécus durant la guerre, les Libanais les ont vécus aussi », dit Majdi. « Aujourd'hui, je sens que le rapport de beaucoup de Libanais aux Palestiniens est fondé sur un mélange de solidarité et de rejet. La plupart trouvent par exemple que ce qui se passe à Gaza en ce moment est atroce. Mais ils nous en veulent toujours », poursuit-il. « C'est vrai que certains étaient prêts à normaliser avec l'ennemi sioniste et ne voulaient d'un Liban que pour les chrétiens. Mais, de notre côté, nous n'aurions pas dû participer à une guerre entre Libanais. Nous avons perdu du temps et nous avons perdu notre boussole. Notre seul objectif devait être de lutter contre Israël. Et c'était une faute politique que de considérer que "la route de Jérusalem passe par Jounieh". »

La version complète de cet article est disponible en ligne.

CULTURE

Un suicide, Arafat chez les FL et Joan Collins : la télé libanaise à l'heure de la guerre civile

Entre 1975 et 1990, la petite lucarne a connu scandales et péripéties en tout genre au pays du Cèdre en feu. Retour sur quinze ans de conflit, vu à travers les écrans politisés.

Karl RICHÀ

Autour du plateau illuminé de Télé-Liban, les cameramen, visiblement préoccupés, se demandent où sont passés les présentateurs du journal télévisé. À quinze minutes de la prise d'antenne, pas un seul membre de l'équipe ne se montre joignable alors que quelques cris de colère viennent habiter les couloirs quasi vides du bâtiment surrané. En ce soir du 23 septembre 1982, Bachir n'est enterré que depuis une semaine, et les camps de Sabra et de Chatila comptent encore les cadavres. Mais dans les étages supérieurs de l'institution, c'est un débat d'un autre genre qui mobilise les troupes.

Le matin même, la nouvelle de la disparition d'Élias Rizk réveille Beyrouth en fracas. Comédien respecté pour sa longévité, l'humoriste connu pour ses sketches et feuilletons populaires s'est donné la mort la veille en se tirant une balle dans la tête, exténué par une vie d'artiste mise entre parenthèses en raison du conflit en cours. « Son travail était, pour les Libanais en quête de légèreté, une échappatoire fabuleuse, d'où le choc », relate Farah Feghali, assistante de production du JT, présente lors de la conférence de rédaction qui voit les nerfs et stylo-billes des journalistes exploser. « Toute la pression silencieuse des derniers jours est ressortie. Il y avait ceux qui disaient qu'il fallait rendre hommage à un immense artiste, et ceux qui voulaient faire taire l'histoire. Rien que le mot suicide était tabou, inutilisable à l'époque », poursuit-elle. Au final, l'acolyte de Ferial Karim aura droit qu'à un sobre reportage juste avant le générique de fin. Quarante ans de carrière résumés en moins de trente secondes.

« Cet incident, plus qu'un fait divers personnel, symbolise le malaise général du pays. L'acte de désespoir d'Élias Rizk racontait la misère d'une nation s'effondrant sous les yeux du monde et prête à appuyer sur la détente », explique Zaven Kouyoumdjian, animateur, spécialiste de pop culture. « Il montre aussi que la télévision libanaise avait ses limites, ses lacunes, et qu'elle n'était absolument pas à la hauteur des attentes d'une audience anesthésiée depuis sept ans... »

L'union fragmentée

En 1975, la petite lucarne, intro-



Certaines des figures qui ont fait la télévision au Liban lors de la guerre civile. Montage Jad Abou Jaoudé/Photos DR

duite comme un « cinéma à domicile », est déjà bien installée dans les foyers – plus de 75 % en sont dotés – et jouit d'une réputation positive malgré certaines voix conservatrices la dépeignant comme un outil de propagande occidentale. Mise, dès 1959, sous la tutelle du ministère de l'Information, la grille des programmes de la CLT (Compagnie libanaise de télévision) et de Télé-Orient – les seules plateformes disponibles – reflète une ère « où règne encore un libéralisme de façade, un désir de progrès en adéquation avec les clichés de l'âge d'or », étaye Nabila Farhat, ancienne éditrice du magazine *al-Chabaka*.

Des débats filmés et passionnés sur la liberté d'expression aux femmes libérées à la tête des bulletins d'information à partir de 1960 – quinze ans avant la France – en passant par un épisode de série où Youssef Fakhri interprète le premier personnage ouvertement homosexuel au Liban, en 1967 – cinq ans avant les États-Unis –, le pays du Cèdre « est culturellement à son apogée si on passe outre aux rares censures qui ont entaché les mandats des directeurs exécutifs des stations précitées », insiste Farhat. Ces émissions et avancées, interrompues au fur et à mesure que les enlèvements et morts augmentaient, sont cependant rediffusées sur plusieurs années au vu des incapacités techniques et financières empêchant la création de formats innovants sous la pluie d'obus. Entre 1975 et 1978, les deux chaînes du contribuable minimisent largement l'ampleur des hostilités, se montrent inefficaces et dépendantes de leaderships brandissant un apolitisme devenu absurde. Le regroupement des bureaux et des employés de la CLT et de Télé-Orient – et donc la création de Télé-Liban en 1978 – inverse

néanmoins les tendances, très provisoirement.

La fusion, tant espérée par le président Élias Sarkis au nom de l'unité nationale, est un échec cuisant. Impuissant et occupé par les attentats qui ébranlent la capitale, le corps exécutif assiste à la division en deux canaux de la télévision publique. Les locaux de Tallet el-Khayat (TL2) à Beyrouth-Ouest restent investis par la gauche propalestinienne tandis que ceux de Hazmieh (TL1), à Beyrouth-Est, incarnent la « chrétienté inquiète de droite », selon un analyste soucieux de conserver son anonymat. « Rien n'était clair. L'actualité était contée de manière à aider un camp et en décourageant un autre. Il faut dire que la neutralité des débuts de la crise avait crédibilisé ce support », ajoute-t-il. « Il n'y a qu'à voir comment le 13 avril 1975 a été traité. »

Ce jour-là, la ville est en ébullition. Le massacre d'un bus à Ain el-Remmané, qui fait le lendemain les gros titres de tous les quotidiens, est en effet balayé. À 20 heures, le journal télévisé s'ouvre sur un point santé du président Sleïman Frangié se remettant d'une opération de la vésicule biliaire. Les présentateurs Issam Abdallah et Charlotte Wazen n' évoquent l'événement du jour qu'à travers la lecture d'un communiqué de trois lignes du ministère de l'Intérieur, citant un « accident de sécurité malheureux ». Avec la guerre, tout a changé, sauf le petit écran. Le peuple renoue par conséquent avec la radio, qui avec ses flashes et alertes en direct redevient le média de référence. « Les coupures d'électricité récurrentes ne facilitaient pas les choses. Le poste de radio à pile et transportable dans les abris était plus utile », expose Farah Feghali. « Entre les brèves, Feyrouz ou des morceaux de musique classique inondaient les ondes pour signaler le chaos à l'ex-

térieur. Écouter des violons signifiait qu'il ne fallait pas sortir de chez soi. »

À défaut d'avertir du danger, TL continue de proposer en pointillé des divertissements sportifs et pailletés. Au moment de l'invasion israélienne de juin 1982, la chaîne est occupée par les retransmissions des matchs de la Coupe du monde de football en Espagne, suivie d'un jeu, *Malaez 82*, animé par Jean-Claude Boulos et sa fille Josyane. Devant ses moniteurs connectés aux batteries des voitures, la jeunesse se retrouve pour scanner les hymnes de pays dont elle ne connaît que les drapeaux, et choque une partie de l'opinion. « Beaucoup ont perçu ces images comme de la résilience quand d'autres l'ont vécu comme une trahison, une capitulation face à l'ennemi », avoue en 1999 l'ancien directeur général Charles Rizk. « Télé-Liban était, il faut l'admettre, un refuge pour âmes fatiguées plus qu'autre chose. »

Les crises d'égo de Krystle et Alexis dans Dynasty, respectivement incarnées par Linda Evans et Joan Collins – qui devaient « faire un saut » au Liban pour promouvoir la septième saison avant d'annuler, rapporte *al-Chabaka* en 1987 –, signent les derniers records d'audience et deviennent le rempart final d'une station en perte de vitesse, rattrapée par les ambitions d'un nouveau-né dans le paysage audiovisuel.

Ambitions politisées

Le 23 août 1985, trois ans jour pour jour après l'élection de Bachir Gemayel à la présidence de la République, la LBC (Lebanese Broadcast Corporation) agite les quartiers sud de Jounieh – où elle s'est installée à son lancement – et les téléspectateurs d'une nation scindée. Dès sa soirée d'ouverture, Karim Pakradouni, le directeur des communications, annonce la

couleur : « Notre antenne était le rêve de Bachir. » Face à Solange, sa veuve, et ses enfants, Youmna, 5 ans, et Nadim, 3 ans – qui font là leur première apparition –, les discours contre l'occupation syrienne et la tentative de mainmise palestinienne se suivent et se ressemblent. En 1978, leur chef assassiné avant son accession à Baabda, conscient de la portée de la télévision, aspire à donner à son parti les avantages qu'offre ce médium. « Toutes les fractions avaient leur radio, dont les FL avec RLL (Radio Liban libre). Cheikh Bachir voulait étendre ses combats et idéaux et avait rencontré, dès 1980, les responsables qui pouvaient l'aider », rappelle Georges Ghanem, l'un des premiers visages connus de la corporation.

Comme lui, les jeunes journalistes fraîchement diplômés font leur entrée dans les salons des fidèles lassés par la programmation vaporeuse de TL et deviennent – avec l'absence des étoiles du show-business, expatriés ou murés dans un silence choisi – les coqueluches des contrées chrétiennes. « Nous avons introduit un langage familier, accessible, en plus d'avoir modernisé la façon d'informer », lâche Dolly Ghanem – née Sabbagh –, présentatrice à partir de 1987 du bulletin de 23 heures 30, inspiré des dynamiques formats américains. « Mais il est évident que nous ne faisons principalement état que des activités des Forces libanaises et des régions contrôlées par celles-ci, d'Achrafieh à Jbeil », complète-t-elle. Si la priorité est d'accompagner les partisans acquis à la cause de la « résistance libanaise », la direction s'accorde des libertés éditoriales qui ne passent pas inaperçues, grâce notamment à l'approche commerciale de son actuel PDG, Pierre el-Daher.

Convaincu de l'importance de « créer des séquences dont tout le monde va parler » et de « prendre des risques audacieux », comme le souligne Zaven Kouyoumdjian, la LBC crée stupeurs et tremblements avec une interview exclusive en prime time de Yasser Arafat depuis Bagdad, le 11 novembre 1986. Sa première depuis son expulsion de Beyrouth quatre ans plus tôt. La détestation commune du président syrien Hafez el-Assad constitue alors le seul terrain d'entente entre le fondateur de l'OLP et la chaîne privée. L'entretien réalisé par Élie Salibi suscite une vague d'indignation de la part des sympathisants d'Élie Hobeika, leader FL appelant à un boycott qui ne dure que peu de temps.

Financées par la milice, les entrées d'argent de la station sont limitées et fluctuent au fil des nombreux tiraillements internes au sein de l'organisation armée. Les recettes publicitaires deviennent rapidement un besoin incontournable. Pour cela, le diffuseur instaure une palette d'émissions de variétés, allant des jeux tape-à-l'œil au télé-crochet de Simon Asmar, *Studio el-Fan*, usine à talent re-

visitée à la sauce eighties. Parallèlement à ces succès de la LBC, son concurrent public, plus que jamais affaibli, voit les départs de deux femmes devenir l'emblème de sa déchéance. Celui d'abord de la speakerine et animatrice Gaby Lteif, dernière personnalité glamour du « Liban pré-75 », pour la France en 1986, et celui ensuite de la comédienne Ferial Karim, terrassée par une crise cardiaque sur scène, en 1988, quelques mois avant que l'*entertainment* des jours d'accalmie ne cède la place aux bains de sang.

Il n'est pas encore 5 heures du matin le 4 novembre 1989 quand TL1 prend l'antenne pour diffuser un message audio du général Michel Aoun, à la tête d'un gouvernement militaire contesté, annonçant la dissolution du Parlement. TL2, en désaccord avec son faux jumeau de Hazmieh, se montre critique de cette décision « antidémocratique ». La LBC, elle, parvient à garder un semblant de neutralité au moment où les prémices du conflit interchrétien commencent à se manifester. Un an après la « guerre de libération » lancée par Aoun contre les forces armées syriennes, s'entame le 31 janvier 1990 celle d'« élimination », contre les milices chrétiennes dont les FL. Aussitôt, la LBC se transforme en un outil militaire pour la formation dirigée par Samir Geagea. TL1 reste du côté du général. Débutent alors des campagnes de désinformation virulentes et un quotidien rythmé par la peur et l'incapacité de se déplacer pour les reporters. Les équipes, indisposées à rentrer chez elles, s'abritent dans les sous-sols tandis que May Chidiac dort les soirs près d'une photocopieuse. « L'époque était dure, assommante. Nous en sommes sortis épuisés », assumait en 2023 la star des JT à *L'Orient-Le Jour*. « L'accord de Taëf – qui modifie la Constitution et met fin à la guerre civile –, qu'on y soit favorable ou pas, a quelque peu calmé les esprits en même temps que la rue. Les médias avaient évolué dans la douleur et les Libanais étaient prêts à s'ouvrir à la nouveauté. »

Les bouleversements de la scène nationale, issus de l'entente signée en Arabie saoudite, se répercutent effectivement sur la télévision. Le haririsme politique ouvre la voie à des réglementations et à des réformes majeures, modernisant les appareils technologiques et protégeant les propriétés intellectuelles des artistes, entre autres. Les portraits des leaders de la première moitié de la guerre s'estompent, les chaînes se multiplient et la compétition débute réellement. « Et soudain, tout était possible », clôt Nabila Farhat. « La télé, après 1990, a été aussi innovante que toxique. Les excès, les esclandres, les pressions ne se sont pas arrêtées, elles ont simplement pris une forme plus coquette et se poursuivent jusqu'à aujourd'hui. Mais ça, c'est une autre histoire... »

ENTRETIEN

Christine Ockrent : Au Liban, le complotisme était omniprésent, exaspérant

La célèbre journaliste a couvert les aléas du conflit sanglant durant les années 1980, pendant son règne sur Antenne 2 en tant que présentatrice du journal télévisé. Pour « L'Orient-Le Jour », elle revient sur ses souvenirs les plus marquants.

Propos recueillis par K.R

Figure emblématique du petit écran tricolore passée par *L'Express*, France 24, RFI et Europe 1, elle reste, 36 ans après son départ, indissociable du journal télévisé d'Antenne 2, qu'elle présente entre 1980 et 1985 puis de nouveau entre 1988 et 1989. Surnommée « la reine Christine » par les pages glacées de *Paris Match*, la journaliste peu bavarde est, pour les Libanais qui se sont expatriés en France au cours du conflit, le visage de l'information, celui qui annonçait malheurs ou faux espoirs. Pour ce supplément de *L'Orient-Le Jour*, Christine Ockrent a accepté de dévoiler les rouages rédactionnels et les décisions éditoriales qui ont marqué la couverture de la « guerre du Liban »...

Lorsque vous prenez les rênes du journal télévisé, les images de Beyrouth arrivaient parfois avec un retard de plus de 24 heures. Quelles étaient vos consignes pour « meubler » en l'absence de visuels ?

C'était simple : nous faisons des appels téléphoniques, des duplex en direct avec uniquement la photo de nos envoyés spéciaux et leur voix en fond sonore. En parallèle, des experts intervenaient sur le plateau, qui tenaient, du mieux qu'ils pouvaient, d'expliquer l'évolution de l'actualité,

qui nous échappait souvent en raison de sa rapidité. C'était il y a quarante ans, avant l'époque des chaînes d'information en continu et des images satellite qui circulent désormais avec même que l'on ait le temps d'évaluer l'importance d'un événement.

La lenteur de la circulation de l'information était-elle frustrante depuis Paris ?

Ce qui était vraiment exaspérant au Liban, ce n'était pas tant les longueurs, mais les rumeurs et le climat de complotisme omniprésent, où l'on accablait en permanence quelqu'un d'autre. Bien que ce ne soit pas propre uniquement à ce pays, nous essayions néanmoins de porter un regard doublement plus vigilant.

Comme pour tous les grands médias, le JT d'Antenne 2 accordait une attention particulière aux entretiens avec les chefs de milice. Le fait que la majorité des dirigeants chrétiens étaient francophones a-t-il facilité leur visibilité dans les médias français ?

Effectivement, oui. La francophonie favorisait parfois l'apparition de personnalités de premier plan par rapport à d'autres. Mais les chrétiens n'étaient pas les seuls à parler français, même s'ils étaient plus nombreux. Je me souviens aussi d'interviews de figures palestiniennes ou prosyriennes réalisées en anglais, comme celles de Yasser Arafat. Ces mouvements

n'étaient pas absents de nos antennes. En revanche, ce qui est vrai, c'est qu'au cours des années 1980, les partis chiites étaient bien moins puissants et organisés sur le plan médiatique.

Comment couvrir un conflit qui s'étend sur plus de quinze ans ? Comment gère-t-on l'inévitable lassitude qui s'installe sur une période aussi longue ?

Il arrive un moment où l'on est obligé de se concentrer davantage sur l'actualité nationale. Personnellement, l'international m'a toujours passionnée, mais quand j'étais responsable des JT, nous cherchions à trouver le bon équilibre.

Quant à la couverture d'une guerre longue, on ne la rapporte pas chaque soir, même si dans les années 1980, les audiences ne faisaient pas partie des habitudes en France. Il y avait bien une concurrence entre TF1 et Antenne 2, mais les chiffres n'étaient pas disponibles quotidiennement, ce qui nous empêchait de savoir précisément ce que les téléspectateurs attendaient.

La direction d'Antenne 2 a dû faire face à de nombreuses prises d'otages de ses reporters sur le terrain. Comment faisiez-vous face en tant que rédactrice en chef et représentante de la rédaction ?

Nous avons pris la décision d'afficher chaque soir, en haut à droite de l'écran, le nombre de jours de déten-

tion de nos collègues. Il y a eu une vaste mobilisation à laquelle j'ai naturellement pris part. C'était nos amis, nos collègues, ça nous touchait personnellement et intimement. C'était la famille qui était affectée, ce n'était pas un événement abstrait. Le souvenir le plus marquant reste le retour de certains d'entre eux, en particulier la pudeur et la discrétion de Philippe Rochot, qui a été retenu captif entre mars et juin 1986.

La guerre du Liban reçoit une couverture particulièrement forte dans la presse étrangère au cours de l'année 1982. C'est dernière reste symbolique à bien des égards, pourtant elle n'est pas la plus meurtrière. Pourquoi tant d'attention ?

Il y a eu des pics de violence bien avant, comme l'été 1978. Mais la différence est simple : en 1982, il y avait beaucoup plus d'images qu'en 1978 ou en 1975. La technologie de l'époque permettait une couverture plus ambitieuse. Cependant, même si 1982 n'est pas entièrement représentative, cette année reste une date majeure. Les massacres de Sabra et Chatila ont été d'une barbarie telle qu'ils ont véritablement choqué les consciences en Europe.

Avez-vous hésité à diffuser les images de ces camps palestiniens décimés ?

Nous nous sommes efforcés d'obtenir un maximum d'informations



Christine Ockrent, star des journaux télévisés français dans les années 1980. Montage Jaïmee Lee Haddad

avant de diffuser quoi que ce soit. Quand nous avons reçu ces images atroces, nous nous sommes bien sûr posé des questions. Ce genre de dilemme continue d'alimenter les débats, comme on le voit aujourd'hui avec la guerre en Ukraine. Il faut faire preuve de discrétion et veiller à ne pas choquer. Les images qui ont été diffusées étaient soigneusement choisies, et je me souviens que Patrick Poivre d'Arvor, qui était à la présentation ce soir-là, avait averti les téléspectateurs avant de lancer le reportage. Comme il l'a ajouté à l'antenne : « Vous avez le droit de savoir. »

En 1990, la guerre civile prend fin, vous quittez la présentation des journaux à peu près au même moment. Votre lien avec le Liban est-il toujours aussi fort aujourd'hui ?

Je n'aurais jamais accepté de jouer dans la pièce de Wajdi Mouawad, *Mère*, en 2021, si je n'avais pas un lien profond avec ce pays. Je l'ai connu au début des années 1970, quand tout était un peu plus doux. Cette amitié franco-libanaise, profonde et authentique, qui est plus qu'un simple cliché, me frappe encore. Ce pays mérite de connaître, enfin, l'apaisement.

LA CARTE DU TENDRE

L'instant où mon enfance s'est terminée

Cette photo pue les lendemains de folie qui ont démolì mon enfance puis mon adolescence. Puis celles de mes enfants.

Georges BOUSTANY

Cette photo aura bientôt un demi-siècle. Elle m'a sauté au visage à l'approche du 13 avril 2025 : ce jour-là, « notre guerre » aura cinquante ans. « Notre guerre. » « La guerre du Liban. » « La guerre des autres. » Combien de guillemets faut-il mobiliser pour nommer l'innommable ? Combien de questions resteront sans réponse ? Quand fermer cette parenthèse qui n'en finit pas de s'allonger ? Quinze ans ? Cinquante ans ? Bientôt, nous partirons sans en avoir tout dit.

Cette photo pue les lendemains de folie qui ont démolì mon enfance puis mon adolescence. Puis celles de mes enfants. Elle pue l'odeur de la poudre à canon, lourde et poisseuse comme quand on a trop fumé. Le caoutchouc brûlé. Le vieux bois qui achève de se consumer. Le papier moisi. La pisserie. La merde. Elle pue la mort ; mon Dieu, comment oublier l'odeur de la mort ? Cette odeur sucrée qui vous prend à la gorge et ne vous lâche plus jamais.

On nous a intimé l'ordre d'oublier, mais oublier, je refuse. Oublier, c'est renoncer à cinquante ans de ma vie, et je n'en ai pas beaucoup plus. Non, je n'oublierai pas. On m'a demandé de pardonner, mais pardonner, c'est accepter, entre autres blessures, la perte d'un ami de quatorze ans, tué pour l'amusement d'un assassin pas beaucoup plus âgé, alors qu'il jouait dans la rue. Non, je ne pardonnerai pas.

Je n'oublierai rien et ne pardonnerai rien : j'emporterai dans ma tombe ma rancune, non sans en avoir laissé les mots à longueur de textes. Ma page Facebook « La Guerre du Liban au jour le jour », que je poursuis sans relâche et quotidiennement depuis dix ans, en témoigne. Mes mots, tous mes mots sont des pierres polies par mes larmes et celles de ceux qui ont perdu ce qu'ils avaient de plus cher. Pour moi, ce sont cinq décennies, presque ma vie entière, en tout cas la plus belle partie, qui ont été volées. En échange, on m'a donné de l'espoir. Quel mensonge que l'espoir ! Quelle saloperie que l'espoir !

Il m'a brisé le cœur

Et malgré tout, malgré tout, ce



Septembre 1975. Un milicien se tient au milieu des ruines du centre Azariyé, à Beyrouth. Collection Georges Boustany

milicien m'a brisé le cœur ce matin, comme il a brisé le cœur de ma ville. Je ne sais pas pourquoi, mais son attitude m'a ému. On le dirait figé en pleine action. A-t-il aperçu son propre visage dans une vitrine éclatée ? Ma vie tout entière ressemble à une vitrine éclatée. Chaque morceau semble renvoyer une image complète, mais aucun ne dit tout et chacun est tranchant. En fait, ce milicien s'est immobilisé devant un magasin de bicyclettes. Il est en arrêt devant ces squelettes calcinés : sans doute vient-il de réaliser que son enfance est morte. La mienne est morte aussi. Au même moment. Cinquante ans après, cette photo me rappelle que je suis passé de l'enfance à l'âge de la retraite en attendant de vivre.

Il est là, immobile dans le chaos, une boîte de mortier à la main, une arme – que je refuse d'identifier – dans l'autre. Son regard, que l'on sent perdu, flotte au milieu des ruines du centre Azariyé, rue de l'émir Bé-chir. Ce centre était, il y a quelques heures, la gloire de ma ville : il n'est plus que murs calcinés. Il y a quelques minutes, cet homme courait, tirait, tuait, le cœur en folie, la bave aux lèvres, les cheveux hirsutes et gris de

poussière. Je ne l'ai jamais fait, mais j'imagine que ça doit être comme une ivresse, tout casser dans un vacarme d'enfer, voir tomber un homme – ou une femme, ou un enfant, quelle importance – qu'on nous a appris à haïr. Quand on n'a pas vingt ans, passer ses hormones d'ado sur le monde de papa, oui, ça doit être comme une ivresse.

Cela se passe en septembre 1975. Cette guerre n'a pas encore de nom. Elle a éclaté à la suite d'un accrochage de trop. Le bus aurait pu prendre un autre itinéraire, disent les amateurs d'uchronie. Je leur réponds : il y aurait eu autre chose. Lors des trois « rounds » suivants, ce sont des ados qui se sont disputés et la guerre a repris. Au point où on en était, n'importe quel prétexte était valable. À force de souffler sur des braises, on déclenche des incendies. Et nos chefs de clan sont passés maîtres dans l'art de souffler sur les haines mal éteintes.

Cette dernière semaine de l'été 1975 a englouti Beyrouth. Quelques petits jours ont suffi pour anéantir son centre-ville, son cœur battant où l'on vivait toutes les vies. Une semaine de folie, de bombardements aveugles, de tirs de snipers, de pillages, d'exécu-

tions sommaires. Des ruelles jonchées de victimes et de gravats, des immeubles éventrés, des palaces transformés en bastions. Tout est mort en quelques jours. Il ne reste que des silhouettes hallucinées errant dans un champ de ruines.

Ce milicien n'est qu'un pion conditionné pour tuer, sans état d'âme. Mais quelque chose a changé. L'objectif du photographe, caché derrière un mur éventré, a capté ce moment précis, cette seconde où l'homme bascule. Cet instant où il ne sait plus s'il est un bourreau ou une victime, un survivant ou un condamné. A-t-il pris conscience, pour la première fois, de l'énormité de la chose ? Dans cette fraction de silence figée pour l'éternité, a-t-il entendu quelque chose d'autre que le fracas des balles ? Le cri de sa mère ? Son nom ? Le battement affolé de son propre cœur ? Il ne pleure pas. Il ne hurle pas. Il reste immobile, le souffle coupé. Le photographe aussi, j'imagine. Quel courage il lui a fallu pour prendre cette photo à ce moment précis.

Cinquante ans après, la guerre est-elle finie ?

On aime à dire que le Liban a sur-

vécu à sa propre destruction. Que nous l'avons reconstruit. Que cette guerre appartient au passé. Mais est-ce vrai ? À quoi reconnaît-on la fin d'une guerre ? Au silence des armes ? À la reconstruction des immeubles ? À l'amnistie, imposée en 1991 par des vieillards élus 19 ans plus tôt, cette loi absurde qui a mis un point final sans écrire la dernière phrase ?

On ne clôt pas un massacre avec des lois. On ne fait pas taire l'horreur en décidant d'oublier. On a recouvert les fosses communes de béton et les souvenirs de mensonges. On veut nous dissuader de poser des questions. Nous avons enterré nos morts, mais nous avons laissé leurs ombres marcher parmi nous. Le Liban est un pays hanté.

Depuis, nous traversons les anciennes lignes de démarcation sans y penser, mais nos âmes savent. Elles savent que l'histoire est là, tapie sous le bitume, sous les nouveaux immeubles clinquants, sous les sourires forcés des générations qui n'ont pas vécu la guerre, mais en portent les stigmates. Le pays n'a jamais pu passer ses plaies. Il les a maquillées. Il s'est repeint un visage neuf, mais sous la peau, la cicatrice est encore vive,

et chaque crise, chaque explosion, chaque effondrement la ravive.

À quoi pense cet homme ?

Regrette-t-il ? C'est peu probable. Pour la plupart, les anciens combattants que j'ai rencontrés ne regrettent rien. Ils se souviennent, ils racontent, ils glorifient ou minimisent. Mais ils ne regrettent pas. Parce que regretter serait reconnaître l'inutile, l'absurde, le gâchis, le crime. Je leur dis : non, la guerre n'était pas la solution à nos problèmes. Tuer n'est jamais la bonne solution. La preuve.

Mais cet homme-là, à cet instant précis, n'est plus un combattant. Il n'est plus qu'un jeune homme effaré, debout dans l'enfer qu'il a contribué à créer. Un instant de conscience brutale. Une vérité effroyable qui s'abat sur lui comme un coup de feu dans la poitrine.

Tout ce qu'il aimait, tout ce qu'il était, tout ce qui faisait de lui un être humain s'est effondré. Peut-être qu'il vient de reconnaître une rue où il avait l'habitude de flâner. Peut-être qu'il a vu, parmi les papiers qui volent, une photo d'enfance, un visage aimé, une lettre jamais envoyée.

Peut-être qu'il vient de comprendre qu'il ne rentrera plus jamais chez lui. Qu'il n'y a plus de maison, puisqu'il l'a détruite.

Nous n'avons plus envie de nous souvenir

Nous aurions pu affronter notre passé, ouvrir les archives, dire les noms des disparus, juger les criminels de guerre, faire parler les survivants. Nous aurions pu enseigner la vérité à nos enfants au lieu de leur donner des pages blanches et des mensonges à apprendre par cœur. Nous aurions pu, mais nous ne l'avons pas fait, pas seulement parce que c'était désormais illégal : nous n'avions plus envie de nous souvenir.

Et aujourd'hui, cinquante ans après le 13 avril 1975, nous sommes encore là, à nous demander si nous avons réellement appris quoi que ce soit. L'actualité nous le rappelle sans cesse : le feu couve sous la cendre.

Ce milicien, s'il est encore vivant, que pense-t-il en revoyant cette photo ? Pense-t-il encore à ce matin-là ? Se souvient-il de cette seconde où tout a vacillé ? Ou bien a-t-il, lui aussi, recouvert son passé d'un voile d'oubli ? Nos bourreaux veulent nous faire croire que la guerre du Liban n'a eu ni vainqueurs ni vaincus. C'est un de leurs mensonges. Les vaincus, c'est nous tous, des deux côtés de la ligne de haine, qui avons survécu en y laissant notre enfance. Comme cet homme, nous sommes des morts-vivants fascinés par notre propre démenche.

*Georges Boustany est l'auteur des deux livres « Avant d'oublier », aux éditions Antoine et L'Orient-Le Jour.

THÉÂTRE

La pièce de Ziad Rahbani qui avait tout prédit (et que le Liban s'obstine à rejouer)

« Film Amerki Tawil » (1980), chef-d'œuvre absurde de Rahbani, transforme la guerre libanaise en farce tragique – et reste, quarante ans après, le constat accablant d'un pays piégé dans l'attente.

Maya GHANDOUR HERT

Beyrouth, 1980. Alors que le Liban s'enlise dans la guerre civile, un spectacle surgit sur la scène théâtrale comme un électrochoc : *Film Amerki Tawil*, une œuvre tranchante de Ziad Rahbani. Entre tragédie absurde et comédie politique, cette pièce demeure, plus de quarante ans plus tard, l'une des dissections les plus fines de l'âme libanaise. Et son écho, loin de s'éteindre, continue de résonner dans le chaos contemporain. Le titre lui-même, *Film Amerki Tawil*, est une ironie cinglante. Il évoque un film d'action hollywoodien, alors que l'on assiste à une fresque de la paralysie libanaise. Rahbani détourne l'imaginaire héroïque pour révéler la petitesse bureaucratique, l'absurde administratif, la vacuité des élites.

Pour Marianne Noujaim, professeure associée en études théâtrales à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, le titre constitue en soi une clé de lecture : « L'attribution du "grand complot" de la guerre aux États-Unis – mais aussi aux puissances internationales, régionales et aux hommes de pouvoir considérés comme des abstractions équivalentes au destin – déresponsabilise la société libanaise et nie ses problèmes inhérents. »

Elle souligne aussi la portée satirique de cette appellation : « Le titre ironique est catalyseur de distanciation, d'autant plus qu'il remplace, à un moment de la pièce, les paroles d'une chanson interprétée à la manière d'Oum Kalthoum, montrant ainsi la complaisance pour ce genre de discours déculpabilisant et victimisant, repris comme une litanie à chaque résurgence de la guerre et du débat autour de ses causes et conséquences. »

Dans une salle d'attente hors du temps, les personnages tournent en

rond. C'est un échantillon de la société libanaise : fonctionnaires, intellectuels, journalistes, psychiatres. Tous figés dans une attente sans objet.

« Excusez-moi, est-ce que je peux savoir pourquoi j'attends ? »

« Parce que tout le monde attend. » La boucle est installée. Le pays tourne en rond, et le théâtre en fait la chronique absurde.

Le rire comme forme de résistance

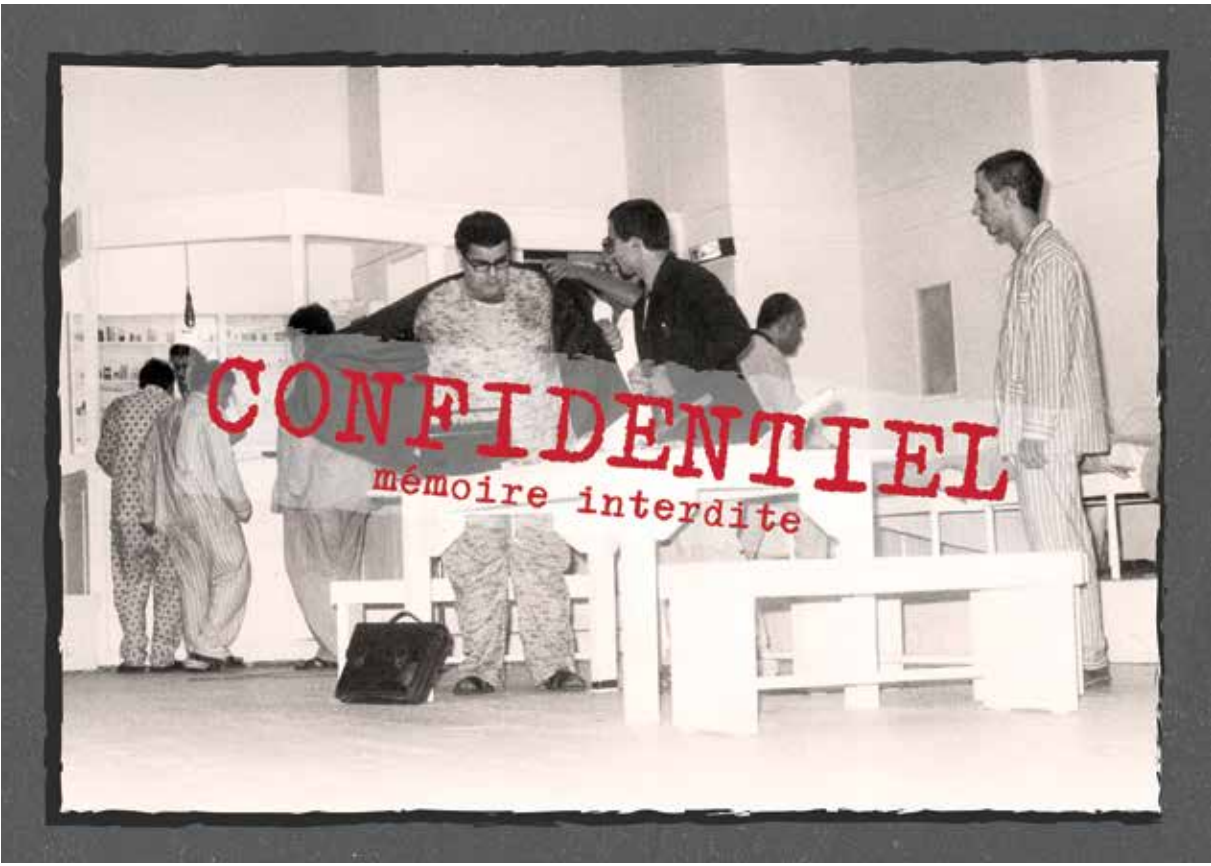
Le théâtre de Ziad Rahbani ne relève pas du simple divertissement. Il s'inscrit dans une tradition beckettienne où l'absurde devient langage politique. Rahbani lui-même en donne la clé :

« Vous voulez que je vous parle de la guerre ? Eh bien je vous la joue en farce. »

Un rire féroce, d'une lucidité tranchante.

Marianne Noujaim l'analyse ainsi : « Le comique, à la manière de l'absurde et de la folie, résulte d'une incongruité, de l'inadéquation entre le réel et la représentation "rationnelle" que nous lui attribuons. » Elle poursuit : « Les "cas psychiques" incarnés par les patients – comme le confessionalisme (*Mahmoudet kellon*), les phobies sociales, le conspirationnisme, la volonté d'annihiler l'autre par la violence, les traumas de la guerre – sont d'abord présentés comme des écarts ridicules par rapport à la norme. Mais à mesure que la pièce avance, la soi-disant norme sociopolitique se révèle tout aussi déviante, et surtout, sa violence coercitive est mise au jour. »

Dans cette lecture, l'irrationalité des patients devient une forme paradoxale de lucidité : le rire cesse alors d'être punitif, normatif, pour devenir dénonciateur. La fin de la pièce manifeste un humour noir qui, loin d'être un refuge, perturbe le spectateur à



Une scène de la pièce « Film Amerki Tawil » présentée en 1980 au théâtre Piccadilly de Beyrouth. Photo archives L'OLJ/Montage Jaimee Lee Haddad

travers le mélange du rire et de la peur.

Le comique, chez Rahbani, n'est pas un soulagement : c'est une arme. Il se moque des slogans, des compromis, des héros fatigués.

« Tout est sous contrôle, sauf ce qui ne l'est pas. »

Le rire devient un éclat de vérité dans le vacarme politique.

Une psychiatrie nationale

L'un des fils rouges de la pièce est l'entretien entre un patient et un psychiatre. Mais ici, la thérapie vire au

cauchemar. Jouée en 1980, la pièce offre rapidement une vision fine et prémonitoire, aussi bien des dynamiques qui ont enclenché la guerre que de celles qui se sont imposées depuis l'après-guerre. « Si les maladies des patients incarnent les moteurs ou symptômes – collectifs ou individuels – de la guerre, le psy représente quant à lui la "mémoire manipulée, empêchée" et "oubli commandé" (Ricœur) qui prévaudront après l'amnistie, explique Marianne Noujaim. Ces mécanismes sont imposés par la caste politique et intériorisés par

la société à la fin de la guerre civile. Toute velléité de discuter des causes et conséquences de la guerre est réprimée, tandis que les pulsions de guerre – violence, communautarisme, individualisme, impunité – deviennent la norme. Toute tentative de rébellion est dès lors taxée de folie. » Le psy, chez Rahbani, devient à la fois témoin et bourreau. Il incarne une rationalité occidentale appliquée à une société fracturée. Les patients, eux, composent le portrait d'un Liban schizophrène : nostalgique, violent, perdu.

« Quand avez-vous ressenti ce malaise pour la première fois ? »

« Le 13 avril 1975. »

« Ah, comme tout le monde. Vous pensez être spécial ? »

La folie, ici, n'est pas une pathologie individuelle. Elle est collective, institutionnelle, nationale.

Un récit toujours vivant

Aujourd'hui encore, la pièce est réécoutée, rediffusée, mimée sur TikTok. *Film Amerki Tawil* reste d'actualité : le Liban d'aujourd'hui ressemble encore trop à celui de Rahbani. Même absurde, même cruel, même sublime dans sa détresse.

« Tu veux changer le système ? Commence par changer la chaise sur laquelle tu es assis. »

« Et après ? »

« Rien. Tu resteras assis. Mais au moins, ce sera une autre chaise. »

Film Amerki Tawil n'est pas un simple pastiche de cinéma. C'est une fresque dense, cruellement drôle, tragiquement précise. La chanson phare de la pièce, *Raj'aa bi izn Allah*, interprétée par Joseph Sakr, en résume toute l'ambiguïté. On pense d'abord au retour d'un être cher, d'un exilé, d'un soldat. Mais dans le contexte de la pièce, ce retour n'est jamais neutre.

Est-ce le retour du calme ou celui de la mitraille ? Celui du combattant ou de la vengeance ? Dans le chaos libanais des années 1980, même les trêves semblent n'être que des silences entre deux rafales.

Rahbani joue avec cette ambiguïté, pousse l'espoir jusqu'au grotesque :

« *Raj'aa bi izn Allah*... ou peut-être en octobre. »

Et le sarcasme devient cri désespéré d'autonomie :

« *La bala izn Allah, rab nroub* » – Sans la permission de Dieu, on y va quand même...

FOCUS

Le 13 avril 1975 à l'épreuve du cinéma

Entre fantasmes, méprises et métaphores, que nous disent les différentes mises à l'écran de l'attaque du bus de Aïn el-Remmané, dont nous commémorons les cinquante ans ?

Lola MAUPAS

Flou artistique...

Considérée comme l'étincelle qui a mis le feu aux poudres de la guerre civile, l'attaque du bus de Aïn el-Remmané, le 13 avril 1975, demeure entourée de parts d'ombre et de fausses certitudes. Et pourtant, alors même que l'événement n'a jamais été vraiment documenté, de nombreux Libanais ont en tête des images de l'événement. « L'attaque du bus a une place centrale dans la mémoire collective, c'est une sorte de scène écran de la guerre civile qui est à la fois très floue et très ancrée », estime Marwan Chahine, auteur de *Beyrouth, 13 avril 1975, autopsie d'une étincelle*. « L'idée qu'on s'en fait vient des récits familiaux, mais aussi de la fiction qui s'est très très tôt emparée de l'événement, ce qui a contribué à véhiculer certaines contre-vérités », poursuit l'auteur. La représentation la plus célèbre de l'attaque est sans conteste celle que peint Ziad Doueiri dans *West Beyrouth* : le jeune héros du film, Tarek, y assiste depuis la fenêtre de son collège.

C'est bien d'une représentation fictionnelle qu'il s'agit, avec plusieurs inadéquations historiques. Dans le film, Doueiri montre une attaque millimétrée (et donc préméditée) de la part de miliciens phalangistes, alors qu'à en croire Chahine, la fusillade relève beaucoup plus d'un funeste tohu-bohu sur fond de testostérone et de désir d'en découdre. Dans un plan mémorable, une femme s'effondre lourdement sur le sol, quand on sait qu'il n'y avait que des hommes en uniforme dans le bus. Ni le lieu (le Lycée français) ni le jour (d'école) ne peuvent non plus correspondre, mais qu'importe finalement ?

La scène d'un film de fiction est moins pour coller à la réalité que pour exprimer une idée : ici, le choix d'une femme d'un certain âge pour première victime est justement là pour dire ceci, qu'il s'agit de victimes. Un personnage a pour fonction d'incarner, et c'est l'injustice de ces morts que personifie la dame en noir s'effondrant au ralenti sur le sol. En choisissant différents modes de représentation, la fiction transmet son message. Les films qui préfèrent ne pas montrer l'attaque du bus sont à ce titre tout aussi intéressants. C'est notamment le cas de *L'Ombre de la ville* de Jean Chamoun, qui fait débiter la guerre non pas avec l'attaque de Aïn el-Remmané, mais la mort de Maarouf Saad à Saïda lors des manifestations de pêcheurs un mois plus tôt. Cette étincelle, entendue à la radio par les personnages juste avant les premières scènes d'embrasement, marque une volonté d'insister sur la dimension socio-économique de la guerre. Raconter est bien affaire de parti pris.

... et erreurs historiques

Que des libertés dans la représentation permettent, en dépit de la réalité historique, de mieux symboliser une idée est le propre de la fiction. C'est en revanche plus problématique lorsque ces images, faute de mieux ou par négligence, finissent par combler le vide et s'imposer comme vérité. Ainsi, le documentaire *Bloody Sunday : ce qu'il s'est passé à Aïn el-Remmané le 13 avril 1975* de la chaîne This is Lebanon illustre la funeste attaque... par l'image de la femme tombant au ralenti sur le sol ! Et c'est comme ça que l'image de fiction devient image d'archives, entraînant dans cette transmutation le récit historique lui-même. Le syndrome du vide historique comblé par l'artifice est aussi celui de *Pas à pas*, documentaire de Randa Chahal Sabbag sorti en 1979.

Premier film moins mature que le remarquable *Nos guerres imprudentes*, il tente de saisir les causes profondes du conflit et d'esquisser l'évolution possible des événements. Mais le film, marqué par le peu d'expérience de la réalisatrice de vingt-cinq ans, et plus encore par la confusion et les faux récits du 13 avril, relaye un certain nombre d'erreurs historiques. Parmi celles-ci, une image présentant des miliciens devant le fameux autobus, qui se trouve en fait être un photomontage, collant l'un sur l'autre deux clichés différents. En voix off, la succession des fausses vérités les plus répandues sur le nombre de morts ou l'identité des victimes. Pour illustration des victimes, une photographie des cadavres de deux jeunes bambins qui, cela est certain, ne sont pas morts lors de cette attaque.



Image diffusée dans le film « Pas à pas » de Randa Chahal Sabbag, qui est un photomontage.

S'il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'un massacre, quel que soit le nombre exact de morts, leur sexe ou leur âge réel, ces errements montrent bien combien la désinformation par boule de neige est aisée, surtout lorsqu'elle s'accompagne d'images créatrices d'associations visuelles et émotives. L'absence de mauvaise intention de la part de Randa Chahal fait pourtant peu de doute. Un plan sur une coupure de journal, quelques instants plus tard, rappelle qu'il s'agit là surtout simplement du savoir circulant sur l'événement, à une époque et dans un milieu donné. Savoir erroné dont la presse a d'ailleurs participé à la diffusion. Le lendemain de l'attaque, *L'Orient-Le Jour* titre « 31 morts hier à Aïn el-Remmané » pendant qu'*an-Nahar*

en compte trente et le *Safir* vingt-sept. Selon Marwan Chahine, « il est plutôt normal qu'à chaud, les journaux n'aient pas d'informations très précises. Le problème, c'est que comme il n'y a pas eu d'enquête ou de travail documentaire approfondi, certaines contre-vérités ont été gravées dans le marbre ».

Un bus de malheur devenu métaphore de réconciliation et mixité

Pas toujours désireux de simplement raconter l'attaque, avec ce que cela risque d'incomplétude, le cinéma s'empare aussi de l'événement par son aspect allégorique. Le bus devient matière à évocation. Ainsi, le film *Incendies* de Denis Villeneuve, adapté de la pièce de Wajdi Mouawad, tire son

titre de la fusillade sanglante et de la mise à feu d'un autobus – fictionnel – dans le sud du pays, de corps calcinés de femmes et d'enfants dans un moment de surenchère d'horreur symbolisant le mal absolu. Le dramaturge à l'origine du texte affirme d'ailleurs que la scène du 13 avril 1975, à laquelle il aurait assisté enfant depuis un balcon voisin, a été le traumatisme fondateur de son existence et de son travail artistique. Mais la plaie appelle aussi à être refermée. Dans une des scènes de clôture du film, qui nous est contemporaine, un des personnages – qui incarne à lui seul toute l'atrocité de la guerre – lave soigneusement les vitres d'un tramway. Et c'est le bus d'antan qui apparaît, les fenêtres autrefois ma-

culées de sang qui retrouvent enfin de leur clarté.

Il faut dire qu'en tant qu'objet de société, l'autobus se prête davantage à la figure de l'unité que celle de la guerre, à la fois moyen de communication reliant des points distants et transport en commun réunissant des gens. Les cinéastes vont donc se servir de cette double identité (celle du bus historique déclencheur de la guerre et celle de l'objet social créateur de lien) pour tenter de renouer le dialogue en faisant du bus mortifère une métaphore de la réconciliation. C'est le cas, déjà, dans *Lettre de Beyrouth*, tourné en 1978 à la faveur d'une trêve dans la capitale pendant que le Sud endure l'invasion israélienne « Opération Litani ». Jocelyne Saab remet alors en marche un bus qui ne circulait plus pendant les premières années de conflit et, spontanément, les Beyrouthins y entrent. Étudiants, vieux messieurs, chrétiens, musulmans... Tous discutent, racontent la guerre dont ils pensent sortir et réfléchissent ensemble à comment ne plus y replonger. La ville est à nouveau parcourable et le véhicule peut glisser sans heurts sur « le ring de la mort ». Mais nous savons que l'accalmie sera brève. Avant de filer au Sud, Saab rentre avec un bus (marqué Alfortville en trace d'un temps où il opérerait ailleurs) au dépôt et conclut : « Ils ne tarderont pas, ces cadeaux de la France, à être victimes à leur tour de la violence renouvelée. Ils serviront de barricades aux affrontements qui opposent les Syriens aux Phalangistes. » Il est trop tôt, le bus reste encore l'autre bus.

C'est en 2005 que la métamorphose en symbole de réconciliation va éclore pour de bon avec *Bosta*, film très flamboyant de Philippe Aractingi où le bus de la mort se retrouve bariolé de paillettes et de papillons, le corbillard devenu tourbus pour danseurs de *dabké* réunis après quinze ans de séparation. Le rêve du film, c'est celui d'Utopia, le lycée où s'est rencontrée la troupe : « Un espace hors du sectarisme religieux et social, où femmes et hommes ont les mêmes droits. » Au cinéma de le conquérir !



Photogramme du film « Lettre de Beyrouth » de Jocelyne Saab. Photo Association Jocelyne Saab



Photogramme du film « Bosta » de Philippe Aractingi. Crédit Zellig films



Photogramme du film « Incendies » de Denis Villeneuve. Crédit Séville international

GRAND ENTRETIEN

Fawwaz Traboulsi : On ne fait pas de l’histoire pour unifier un peuple

« Historiquer la guerre ne signifie pas construire une seule histoire de cette guerre », plaide en outre l'historien dans un entretien à « L'Orient-Le Jour ».

Propos recueillis par
Cyrille NÈME

Comment transmettre les leçons d'un conflit à une génération qui ne l'a pas vécu lorsque, faute de consensus politique, aucun manuel scolaire n'évoque ces quinze ans où le destin d'un pays à basculé ? Comment en décortiquer ses multiples ressorts, facettes et conséquences si le croisement des regards académiques n'est, un demi-siècle après ce funeste 13 avril, toujours pas en capacité de combler les trous de mémoire ? Et quand bien même ces conditions se trouveraient réunies, cela suffirait-il pour en exorciser les démons ? Voire réconcilier les récits et bâtir une identité nationale ? Disséquant depuis des décennies les archives et faits qui ont caractérisé ce conflit et transmettant ce savoir à travers ses enseignements – à la Lebanese American University et l'Université américaine de Beyrouth – et ouvrages de référence, dont *A History of Modern Lebanon* (2007) et *Damm al-Akbarwayn* (2017), l'historien Fawwaz Traboulsi livre son regard sur les enjeux de cette autre bataille.

Cinquante ans après le déclenchement de la guerre du Liban, l'histoire du conflit reste absente des manuels scolaires. Parmi les multiples raisons évoquées, on entend souvent l'idée que les historiens eux-mêmes ne seraient « pas d'accord » entre eux sur le point de vue à adopter et perpétueraient, sur ce conflit, une logique de « guerre sur l'histoire » (Kamal Salibi). D'autres, reprenant le sophisme selon lequel « L'histoire est écrite par les vainqueurs » (Brasillach), attribuent cet état de fait à l'absence de véritable vainqueur dans ce conflit. Qu'en pensez-vous ?

Pour commencer, je ne connais pas un pays au monde où les historiens « sont d'accord » entre eux. S'agissant de l'histoire de ce conflit, le problème ne vient pas tant de la diversité de points de vue, au contraire, mais plutôt du fait que depuis une trentaine d'années, il n'y a eu au Liban qu'un nombre très restreints d'historiens qui ont travaillé et enseigné sur ce sujet. Bien sûr, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de production sur ce conflit – à travers des articles, des colloques ou des chapitres d'ouvrages consacrés à l'ensemble de l'histoire du Liban –, mais compte tenu du sujet et du temps écoulé, cela reste assez pauvre.

Qui a « invité » ces « autres » ? Une mémoire collective ne se fabrique pas

Ce n'est d'ailleurs pas une spécificité de la guerre civile : on compte également peu d'ouvrages sur l'histoire du Liban prise dans son ensemble. On peut certes trouver de nombreux travaux formidables sur la Phénicie, l'Empire romain ou la période islamique, mais il y a encore de nombreuses zones d'ombres sur certains événements charnières qui se situent entre ces périodes. Mais aussi et c'est le plus surprenant, sur cette période cruciale pour le Liban comme pour l'ensemble du Moyen-Orient qu'est le XIX^e siècle. Or comment comprendre et penser l'histoire de ces pays qui se sont formés au lendemain de la Première Guerre mondiale si l'on ne se penche pas sur les événements, les protagonistes et les conditions socio-économiques qui ont précédé cette formation ? C'est une vraie pierre d'achoppement...

Pour en revenir à l'histoire de la guerre civile, je suis assez d'accord avec l'idée que l'absence de vrais vainqueurs dans ce conflit complique les choses. Mais, là encore, l'essentiel ne me semble pas être là : malgré cette absence de vainqueurs, il y a quand même une version officielle de la guerre qui s'est imposée depuis les accords de Taëf, et rend la tâche d'historiciser ce conflit encore plus difficile. Cette version officielle a plusieurs dimensions. Elle commence par reprendre l'idée de la « guerre pour les autres » de Ghassan Tuéni, en la déformant et en imposant l'idée que la guerre du Liban est avant tout « la guerre des autres ». Et ces « autres », ce sont justement ceux qui n'étaient pas parties prenantes à Taëf : les Palestiniens, bien sûr – dont la Constitution de la Deuxième République réfute explicitement l'implantation

la droite chrétienne –, ils ont pris les armes pour des raisons qui leur sont propres. Les premiers pour changer les bases d'un régime confessionnel établi essentiellement au profit de la domination politique et économique chrétienne ; les seconds pour le préserver. C'est avant tout cela une guerre : deux camps ou plus qui essaient d'imposer leur volonté à l'autre par les armes.

Et si, effectivement, les « autres » se sont imposés comme des parties prenantes, il faut comprendre pourquoi, en se posant les bonnes questions. Par exemple : qui a « invité » ces « autres » ? La réponse va dépendre des acteurs et de la période concernée. La présence des commandos palestiniens, qui a été entérinée avec une connivence d'une très grande partie de la classe politique locale (lors des accords du Caire de 1969) a ensuite entraîné, à partir de 1971-1972, une réaction violente. Cette première phase de la guerre finit par l'entrée de l'armée syrienne en 1976, à la demande du Front libanais qui risquait alors d'être défait.

Or en étudiant plus de 200 documents officiels américains (dont je publierai les extraits dans un prochain ouvrage), l'on se rend compte que ce sont les États-Unis, via le secrétaire d'État, Henry Kissinger, et l'émisnaire du président Ford, Dean Brown, qui ont organisé l'intervention syrienne militaire au Liban pour contrôler la puissance de L'OLP. C'est d'ailleurs ce qui explique en particulier que l'armée israélienne ne soit pas intervenue à ce moment-là – tout en commençant à fournir (à partir de mars 1976) un soutien logistique aux Phalangistes sous l'égide des mêmes protagonistes.



La statue des Martyrs, sur la place éponyme, à Beyrouth, en octobre 2023. Photo Mohammad Yassine

(« Tawtin ») au Liban –, mais aussi les Israéliens et les Syriens qui ont tous deux occupés le pays. Un récit s'est donc imposé avec l'idée qu'il y avait un âge d'or au Liban qui a été brutalement interrompu par un conflit où des Libanais se sont battus entre eux pour servir des agendas étrangers... C'est aussi et surtout cela qui n'a pas permis de penser correctement la guerre civile sur un plan historique, et cela me semble bien plus important que la question du manuel scolaire...

Dans quelle mesure ce récit dominant a-t-il entravé la production historique locale sur le sujet ?

Le travail d'historien consiste avant tout à identifier les protagonistes et leurs motivations, les périodes qui séquent l'événement et les causes (sociales, politiques, économiques...) profondes de cet événement.

S'agissant des protagonistes, même s'il y a évidemment des réalités objectives pour appuyer cette idée de « guerre des autres », cette dernière ignore et dévalorise ce pour quoi des centaines de milliers de Libanais se sont mobilisés. Si l'on se limite aux deux grands camps qui se sont affrontés au début du conflit – le Mouvement national derrière Kamal Joublatt et le Front libanais réunissant essentiellement

Ensuite, l'intervention directe d'Israël va ouvrir la troisième période de la guerre caractérisée notamment par l'émergence d'une résistance contre cette occupation (et qui est encore au cœur des problématiques que l'on connaît aujourd'hui) et le dépeissement de l'État au profit de ce que j'ai appelé l'économie politique des milices : c'est le moment où le pays est divisé en une dizaine de cantons avec leurs petits ports, etc. Et où les chefs de ces milices exploitent leur propres coreligionnaires...

Bref il y a des protagonistes libanais qui ont invité ce qu'on appelle les « autres » et c'est loin d'être un détail, parce que ça rythme l'histoire de la guerre et on est très loin des mythes qui ont façonné la perception de ces différentes interventions extérieures...

Il en va de même en ce qui concerne les racines profondes du conflit...

Bien sûr, et là encore la démarche de l'historien, c'est de retourner en arrière, d'identifier ces facteurs dans le temps long, et de se poser les bonnes questions, même si on n'a pas toujours de bonnes réponses...

Par exemple : y avait-il vraiment un « âge d'or » avant la guerre civile, comme le prétend le récit dominant ? Pour y répondre on peut se baser sur deux étapes très importantes lors de la décennie qui a précédé. La première, c'est l'expérience chéhabiste (1958-1964) de construction d'un État moderne pour résoudre une partie des problèmes posés par la question confessionnelle à travers la réforme administrative et territoriale et la promotion de l'égalité et la justice sociale. Or cette entreprise commence à être démantelée dès la fin du mandat de Fouad Chéhab, posant les bases du dépeissement de l'État. La deuxième, c'est l'échec des multiples mouvements sociaux (ouvriers, étudiants, agraires ou de la classe moyenne) qui ont tenté de remettre en cause les différents aspects de la domination politique et économique qu'ils subissaient respectivement. Face à cette large mobilisation, comme le rappelle fort justement Kamal Salibi, toutes les composantes de la bourgeoisie ont refusé toute possibilité de réforme – qu'il s'agisse des monopoles entravant le secteur productif, des restes de féodalisme subsistant dans les campagnes, les inégalités profondes de classes, la représentation politique d'une classe moyenne poussée par l'immigration, etc. Même si je fait partie de ceux qui considèrent que la cassure la plus grande du tissu social reste d'ordre confessionnel, il fallait à mon sens que soient réunies toutes ces dimensions de frustration sociale dans une société fracturée pour alimenter ce genre de conflit. Et c'est sur ce terreau que s'est introduit le facteur palestinien.

Du coup, est-ce qu'on aurait pu éviter la guerre civile si l'œuvre de Chéhab avait été menée à terme et si les multiples revendications de l'époque avaient été entendues ? On peut se poser la question, et, au vu de ce que je viens de décrire, j'ai tendance à répondre par l'affirmative.

Une fois ces questions posées – en distinguant les causes, les protagonistes et leurs évolutions à travers les événements –, on peut tirer des leçons du conflit. Pour ma part, j'en vois trois principales : d'abord, dans une guerre civile, tout le monde est perdant ; ensuite, les intervenants extérieurs sont ceux qui bénéficient du conflit aux dépens de ceux qui les ont invités ; enfin, la question posée par le confessionnalisme ne se résout pas par le politique mais par la croissance économique et par la justice sociale.

Revenons un instant sur l'absence d'enseignement de cette histoire à l'école. Au sortir de la guerre, l'accord de Taëf confiait pourtant aux pouvoirs publics la charge de réviser les curricula et d'œuvrer à « l'unification du livre scolaire dans les matières d'histoire et d'éducation nationale ». Quelle logique animait ses rédacteurs et pourquoi, 35 ans après la fin du conflit, cette réforme n'a jamais vu le jour ?

Cette volonté part de l'idée que pour unifier les Libanais il faut, d'une part, des mythes fondateurs et, d'autre part, il faut créer, écrire, produire une histoire commune pour mettre fin à cette « guerre sur l'histoire » que Kamal Salibi évoque en conclusion de son ouvrage de référence (*A House of Many Mansions : The History of Lebanon Reconsidered*, 1988).

Le premier gouvernement Hariri va ainsi lancer ce processus en mettant en place un comité de six experts nommés en fonction d'un

Si une guerre civile devait éclater demain au Liban ce serait pour bien d'autres raisons...

Faute de manuel, c'est surtout la société civile qui semble s'être emparée de ce sujet, avec la multiplication de colloques, rencontres et travaux mémoriels. L'impératif devoir de mémoire a-t-il pris le pas sur le désir de comprendre l'histoire ? Et n'occulte-t-il pas par ailleurs « la nécessité de l'oubli » évoquée par Renan ?

C'est très important et cela suppose de commencer par rappeler une différence fondamentale entre les deux termes : la mémoire fige ; alors, que l'histoire, comme le dit Marc Bloch, raconte les hommes dans le temps, dans la durée.

Ensuite, tout comme il ne peut y avoir une seule histoire imposée par le haut, une mémoire collective ne se fabrique pas : il y a des mémoires collectives qui se propagent, s'accumulent, et peuvent devenir dans le temps des petites mythologies qui restent dans les esprits. Parfois elles demeurent antagonistes, je pense par exemple aux récits sur la grande famine de 1915-1918 qui constituent un traumatisme majeur à propos duquel chaque camps retient (et déforme) une partie de l'histoire : pour les uns c'était une politique de l'Empire ottoman afin d'affamer les chrétiens ; pour les autres, c'était dû au blocus naval imposé par les Anglais et les Français contre les Ottomans... Et parfois ces petites mythologies s'imposent au-delà des clivages, comme le fait que la guerre a commencé le 13 avril avec l'affaire du bus de Ain el-Remmané, en faisant abstraction du fait qu'il y a eu des accrochages qui ont pris 5 ou 6 mois pour véritablement devenir une guerre avec des fronts, et qu'une bonne partie du pays était déjà engagée dans des activités militaires. Ce bus est devenu une icône commune...

Par ailleurs, toute mémoire est sélective : on se rappelle de quelque chose et l'on oublie autre chose... Vous évoquez à juste titre Renan, mais je pense aussi à ce très beau texte de Mahmoud Darwish sur l'expérience palestinienne au Liban (Une mémoire pour l'oubli, 1987) et qui évoque à mes yeux les deux dimensions du problème : l'obligation de mémoire et la nécessité de l'oubli. Mais, au Liban, on a abordé le problème différemment en s'inspirant notamment de l'entreprise de « vérité et réconciliation » de l'Afrique du Sud post-apartheid...

Or les contextes n'ont absolument rien à voir sur le plan historique ! Qui faut-il juger ici ? Les trois générations de Libanais qui ont participé directement au combat et aux différentes tueries ? Les chefs militaires qui sont responsables de la guerre ? Ceux qui n'ont pas pu l'empêcher ? Bien sûr qu'il faut de la justice et un dialogue, mais ce dialogue ne changera rien au fait que si l'on ne connaît pas les causes d'une guerre, si l'on continue de se fier aux mythes, on se retrouve, plus de trente ans après la fin du conflit, au

stade de ne toujours pas pouvoir en tirer les leçons...

Mais attention : poser ces questions, et remettre en cause cette logique ne veut pas dire cautionner celle de « l'amnistie-amnésie » qui a été imposée par les milices arrivées au pouvoir à la fin de la guerre. Cette dernière reposant notamment sur une logique monstrueuse distinguant les crimes contre les dizaines de milliers de morts civils, pour lesquels prévaut l'amnistie ; et les assassinats de dignitaires politiques ou religieux qui, eux, mériteraient d'être poursuivis...

D'autant que tout ce travail mémoriel entrepris par la société civile a quand même permis de mettre en lumière des enjeux volontairement délaissés par le pouvoir, comme la question des disparus...

Voilà la véritable plaie ouverte qui reste de la guerre... Et même si je suis très attaché sentimentalement à cette question, même si je soutiens le travail formidable accompli depuis 1982 par des personnes et des militants qui n'ont cessé de se battre vaillamment pour exiger le droit à la vérité sur cette tragédie humaine –, je dis simplement qu'établir la vérité sur les disparus ce n'est pas le faire sur la guerre. Les disparus sont une plaie ouverte, mais ils ne résument pas la guerre.

De même, s'appuyer sur la question des disparus pour dire qu'en quelque sorte la guerre existe toujours au Liban n'a pas de sens. La guerre s'est conclue en 1990 autour d'un nouveau contrat social forgé par l'alliance des seigneurs de guerre et des marchands qui gouvernent depuis 30 ans et qui a commencé à être ébranlé avec le soulèvement populaire d'octobre 2019. Et ce que l'on vit encore aujourd'hui, ce sont les effets de la guerre qui n'ont plus rien à voir avec les circonstances de la guerre. On peut dénoncer ce contrat social, en trouver un autre, mais cela commence par en comprendre les ressorts. Et c'est justement parce que j'ai étudié ce qui a provoqué la guerre du Liban que je peux dire que si une guerre civile devait éclater demain au Liban ce serait pour bien d'autres raisons...

Alors que la Syrie tente, à son tour, de tourner la page du régime Assad et du conflit qui l'a déchiré lors de la décennie écoulée, ce processus de transition constitue-t-il, aussi, une opportunité de croiser les regards respectifs des historiens des deux pays sur le conflit libanais ?

Bien sûr, même si l'historiographie syrienne connaît encore beaucoup plus de difficultés que celle que nous venons d'évoquer à propos du Liban, ne serait-ce qu'en raison de la censure imposée par cinquante ans de dictature. Et il y a déjà un travail énorme à faire pour caractériser ce régime et cerner l'effet qu'il a eu sur la société, la culture, les structures familiales... Mais naturellement, compte tenu de l'importance qu'à eu l'intervention syrienne dans la guerre du Liban, et de la violence politique et sociale de l'occupation qui l'ont suivie – et constitue l'un des principaux facteurs du ressentiment envers les travailleurs et réfugiés vivant ici –, c'est un chantier capital.